

POLE INSTITUTE
Institut interculturel dans la Région des Grands Lacs
Goma /RD Congo

LES SABLES MOUVANTS:

**L'EXPLORATION DU PETROLE DANS LE
GRABEN ET LE CONFLIT CONGOLAIS**

Rapport de **Pole Institute**

par **Dominic Johnson**

Sous la direction de:

Aloys Tegera,
Manager

En collaboration avec:

Dr Mikolo Sofia,
Chercheur

PREFACE

La population congolaise a vu l'arrivée et le départ des intérêts étrangers, et dans beaucoup de cas, la souffrance et la désolation qui s'en sont suivis. Né de l'avidité et de l'ambition du roi belge Léopold II, le Congo ne s'est jamais affranchi de ce statut de domaine à exploiter pour sa richesse naturelle, « le Congo des comptoirs ». Aujourd'hui, la perspective du pétrole dans la vallée de la Semliki sur la frontière ougando - congolaise pourrait être une autre aventure semblable si elle n'est pas bien gérée.

C'est une grande inquiétude pour les populations de la région. Dans les trente jours qui ont suivi le premier mémorandum entre Heritage Oil et Joseph Kabila en juin 2002, l'Institut Pole à partir du premier article sur la question - écrit par l'auteur du rapport actuel, Dominic Johnson – a organisé un débat avec le Barza Intercommunautaire, un forum qui représente les sages des huit communautés ethniques de la province du Nord Kivu. La première discussion avec ce forum a eu lieu le 9 juillet. Voici quelques échos des réactions des sages de Goma :

- « J'ai été bouleversé quand j'ai lu le texte. Ce n'est pas le volcan seul qui peut nous endeuiller, notre environnement naturel peut aussi nous endeuiller. »
- « En tant que communautés ethniques, nous nous sentons impuissantes. Nous ne pouvons qu'en gérer les conséquences. Si notre pays était uni sous un seul parlement, ce dernier pourrait être la seule arme pour s'opposer à un tel accord »
- « Nous voyons la guerre se dessiner à l'horizon. Notre idée immédiate est de croire que de nouveau nos groupes ethniques locaux se préparent à se battre. »
- « Les entreprises multinationales décident à notre place. Elles entretiennent l'insécurité locale et les conflits ethniques internes en Ituri, et ceci justifie l'intervention des troupes étrangères. Mais qui va payer le prix? Bien sûr, c'est notre population locale »
- « Quand j'ai vu la carte de la concession accordée à Heritage Oil, ceci m'a aidé à comprendre le phénomène de Barihima. Barihima pourrait être un autre Roger Lumbala, avec son Bafwasende. »
- « Quand il y a un profit à gagner sur la frontière de deux pays voisins, l'exploitation de la ressource devrait impliquer une collaboration entre les deux parties. La perspective du pétrole dans la vallée de la Semliki doit renforcer les relations entre nous et nos voisins, et ne pas nous apporter les guerres et la souffrance. »
- « Que pouvons-nous faire pour nous protéger contre ces entreprises multinationales rapaces, ou du moins limiter les dégâts? »

Ces inquiétudes ont conduit l'Institut Pole à mener une recherche sur ce dossier, pour mieux en appréhender les enjeux. Nous sommes tombés sur un paradoxe.

Pas une seule goutte de pétrole n'est encore extraite, ni du côté de l'Ouganda, ni du côté congolais de la vallée. Le travail actuel de Heritage Oil est exploratoire et même s'il prospère, les phases du développement et de la production viendront beaucoup plus tard. Mais malheureusement le coût humain est déjà élevé. L'Ituri dans le nord-est congolais, déjà le site des pires massacres et des pires horreurs de la crise congolaise, est devenu un nouveau champ de bataille pour les intérêts régionaux et internationaux.

La prise de Bunia, principale ville de l'Ituri, par l'armée ougandaise le 6 mars 2003 pourrait signaler le commencement de la lutte la plus féroce de la région entière. Pendant que l'Ouganda est déterminé à garder le contrôle de la région, l'UPC - le mouvement rebelle de Thomas Lubanga allié au RCD Goma soutenu par le Rwanda - n'a pourtant pas dit son dernier mot.

Ce rapport présente dans le contexte déjà instable de la région, les conséquences de la recherche de pétrole dans la vallée de la Semliki, bien plus que son exploitation même. Selon les paroles d'un sage de Goma: « Que pouvons-nous faire pour limiter les dégâts pour que la population congolaise commence à bénéficier des richesses de son environnement naturel au lieu d'en payer le prix le plus lourd? »

L'auteur de ce rapport est Dominic Johnson, chercheur et journaliste associé à l'Institut Pole. La recherche pour ce rapport a été entreprise conjointement par l'auteur et l'Institut Pole à travers son manager, Aloys Tegera et un chercheur membre de l'Institut, Sofia Mikolo, au cours d'une visite sur terrain en Ouganda à la fin de janvier 2003. Par la suite, l'auteur a visité des sites à l'est de la RDC qui sont concernés par la question du pétrole et a entrepris de plus amples investigations dans son rôle d'éditeur pour l'Afrique du quotidien allemand Tageszeitung (taz).

Aloys Tegera,
Goma le 13 mars 2003

INTRODUCTION

Les conflits dans la Région des Grands Lacs sont dans une phase critique. Les espoirs suscités en République Démocratique du Congo par la signature d'un accord de paix à Pretoria le 16 décembre 2002, ont été tempérés par les retards dans l'exécution et par la lutte renouvelée à l'Est du pays. Au moment où le Burundi est déchiré entre la guerre renouvelée et le processus de paix, le Rwanda s'approche d'élections cruciales, et l'Ouganda hésite à engager des réformes politiques. Les alliances et les loyautés entre et au sein des partis politiques et entre factions de guerre changent en permanence, ce qui accroît l'incertitude. Dans cette situation surgit une nouvelle spéculation économique : l'exploration du pétrole par l'entreprise canadienne Heritage Oil a commencé à l'ouest de l'Ouganda et paraît imminente à l'est du Congo. La possible arrivée d'investissements lourds dans une région secouée par des conflits complexes change radicalement les perspectives de la reconstruction économique :

- Transformation des échanges commerciaux
- Conflits fonciers exacerbés
- Tensions accrues entre acteurs locaux
- Rivalités politiques et militaires aggravées

L'intensification de la guerre en Ituri au cours des semaines récentes, que l'un des partis concernés a déjà lié directement aux intérêts du pétrole, est un signal d'alarme. Ainsi quand les perspectives économiques pour la Région des Grands Lacs semblent s'éclaircir, les perspectives politiques deviennent sombres. L'examen de ce processus est l'objet de cette étude.

1. LE CONTEXTE DU FORAGE DU PETROLE DANS LE GRABEN

1.1 POURQUOI CHERCHER LE PETROLE DANS LA REGION DES GRANDS LACS?

L'importance grandissante de l'Afrique dans l'industrie pétrolière globale

L'Afrique devient de plus en plus intéressante pour l'industrie pétrolière globale. Les projections de la consommation mondiale de produits pétroliers passent de 70 millions de barils par jour aujourd'hui à 120 millions par jour en 2030 (une augmentation de 55%). Alors que les deux tiers des réserves globales de pétrole connues se trouvent au Moyen-Orient, la production devrait doubler pour satisfaire la demande accrue. La dépendance globale de cette zone serait

augmentée à un niveau politiquement inacceptable. Ainsi, les sociétés pétrolières internationales majeures sont actuellement engagées dans la recherche de nouveaux gisements de pétrole.

De ce point de vue, l'Afrique est au premier rang. Actuellement le continent fournit 11% de la production mondiale de pétrole, 14.3% des importations des États-Unis, et 23.1% pour l'Europe de l'Ouest, selon les chiffres de British Petroleum pour 2002. Les importations des États-Unis sont censées s'accroître considérablement, et les experts américains estiment que l'Afrique fournira un quart de leurs importations de pétrole d'ici 2025. Au début de l'an 2002, l'Afrique produisait 7,8 millions de barils par jour, dont l'Afrique sub-saharienne a produit 3.8 millions; le Nigeria était le plus grand producteur avec 2.15 millions, suivi de l'Angola avec 731.000 et du Gabon avec 301.000, bien qu'on estime que ces chiffres officiels sont en-deça de la réalité. La production africaine devra croître à 10 millions de barils par jour d'ici cinq ans. La production pétrolière de l'Afrique sub-saharienne s'est concentrée dans le Golfe de Guinée, dans un cercle de pays qui passe du Nigeria à l'Angola en passant par Sao Tomé, le Cameroun, la Guinée Equatoriale, le Gabon, le Congo Brazzaville et la République Démocratique du Congo. Les réserves connues dans cette région dépassent les 90 milliards de barils. L'importance de la région dépasse le volume de ses réserves prouvées, grâce à des réserves possibles supposées être énormes. Gene Van Dyke, le directeur de Vanco Energy, reporté dans "Jeune Afrique" en décembre 2002, a dit: "Le taux de succès du forage exploratoire est environ de 50% en Afrique de l'Ouest, tandis qu'ailleurs au monde, il n'est que de 10%. Et 50 à 60% des forages exploratoires découvrent un puits avec une capacité de plus de 100 millions de barils". Les États-Unis ont l'intention d'investir \$35 milliards dans cette région au cours des cinq prochaines années. La plupart des nouvelles exploitations sont prévues en mer, surtout dans le littoral de l'Angola, de la Guinée Équatoriale et de Sao Tomé. Ce dernier pays est actuellement annoncé comme un site possible pour une base militaire américaine, et l'Angola, première puissance militaire régionale, est un allié proche des États-Unis.

Au-delà de cette région, d'autres parties de l'Afrique attirent une attention croissante. Le Soudan devient un producteur majeur de pétrole, principalement dans le partenariat avec les sociétés pétrolières asiatiques. Le Tchad a programmé sa première production de pétrole brut au cours de 2003; un pipeline reliant ce pays au port camerounais de Kribi est terminé. La mise en place de ce pipe-line liée à l'exploration au sud du Tchad, constituait à lui seul le plus grand investissement étranger en Afrique sub-saharienne des années récentes.

L'exploration du pétrole suppose que les réserves énormes se trouvent dans un cercle passant par le Niger, au sud du Tchad, par la République Centrafricaine, au sud du Soudan, au nord-est du Congo et à l'ouest de l'Ouganda.. L'exploitation du pétrole dans cette région coûterait très cher à cause de l'isolement de la région et son éloignement des ports et des raffineries. L'Afrique

Centrale, privée d'accès à la mer, fait également partie de cette zone d'insécurité, où s'installent un grand nombre de petites sociétés pétrolières. Le bon sens économique exige qu'on acquière les permis d'exploitation dans de telles régions, avant qu'elles ne deviennent économiquement importantes. Les petites sociétés peuvent aujourd'hui acquérir les permis d'exploration et les concessions dans cette partie d'Afrique à des conditions avantageuses et les revendre plus tard avec un profit énorme si l'on découvre un gisement de pétrole au moment où la demande globale continue à monter. La République Démocratique du Congo en sert d'exemple. Depuis 1976, ce pays a été lui-même un producteur mineur, à la production en baisse : de 30.000 barils par jour dans les années 90, vers 25.000 aujourd'hui – 10.707 millions de barils ont été produits en 1996, 8.469 millions en 2000 et 9.38 millions en 2001. La société nationale Cohydro (La Congolaise des Hydrocarbures), fondée en 1999 comme successeur du PetroCongo (Entreprise Pétrolière du Congo), a le monopole de toutes les activités. Elle gère une concession en mer dans les 22 kilomètres du littoral atlantique de la RDC à Moanda, exploitée par un consortium dirigé par Chevron, la société américaine, avec une augmentation de production de 21.000 barils par jour estimée pour 2001. Le 21 novembre 2001, la firme polonaise "King and King" a annoncé un investissement de \$750 millions sur dix ans dans la région. Une concession sur la rive de l'estuaire du fleuve Congo est exploitée par le consortium CongoP (Société de Recherche d'Exploitation des Pétroles au Congo). Dirigé jusqu'en 1999 par Shell et depuis lors par la petite société Ocelot International, les prévisions de la production y ont doublé à plus de 16.000 barils par jour pour 2002. TotalFinaElf, héritier de l'ancienne société pétrolière étatique Elf Aquitaine et une des sociétés pétrolières majeures du monde, commence maintenant à s'intéresser au développement de la production pétrolière à terre.

La crise d'énergie dans la Région des Grands Lacs

Actuellement la majorité de la population de l'Est de la RDC, du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda (à l'instar du reste de l'Afrique) dépend essentiellement des énergies traditionnelles telles que le bois et les déchets d'origine animale. Moins de 10 % de la population a accès à l'électricité.

L'économie de la Région des Grands Lacs est caractérisée par un manque de sources d'énergie indigènes et des rapports de dépendance extrêmement biaisés en ce qui concerne les importations des carburants. La région est ainsi lourdement dépendante du pétrole importé pour son développement.

Ceci dicte la structure des rapports de pouvoir et des affaires transfrontalières, car il existe une seule route principale pour acheminer le pétrole: du port kenyan de Mombasa à l'Océan Indien, à travers le Kenya - un pipe-line passe de Mombasa, par Nairobi à Eldoret - et continue en Ouganda, d'où les produits sont distribués vers le sud, au Rwanda et au Burundi et aux parties orientales de la RDC, ou vers l'Ouest à d'autres parties de la RDC. Plus on s'éloigne de Mombasa, plus la vulnérabilité et la dépendance augmentent. Le Rwanda, le Burundi et la RDC orientale sont surtout vulnérables, dépendant de l'Ouganda pour le transit, et l'Ouganda à son tour dépend du Kenya. Ce déséquilibre de

pouvoir est valable non seulement pour l'énergie mais pour une grande partie du commerce extérieur.

En 2001, l'Afrique de l'Est et les Pays des Grands Lacs ont consommé l'équivalent de 84.000 barils de pétrole par jour. Presque tout ceci a été importé sous forme de pétrole brut. La consommation des produits pétroliers a été estimée à 7.000 barils par jour en Ouganda, 5.000 au Rwanda et 2.000 au Burundi. On peut supposer que les chiffres pour l'Est de la RDC sont inférieurs et sont probablement compris dans les statistiques officielles ougandaises et rwandaises.

La capacité de transformation de pétrole dans la région est en théorie 104.900 barils par jour - 90.000 à Mombasa (Kenya) et 14.900 à Dar es Salaam (Tanzanie). Toutefois, la raffinerie de Mombasa, pendant des années, a tourné aux deux tiers en-dessous de sa capacité optimale, suite aux conflits autour de la modernisation et du désinvestissement. La raffinerie de Dar es Salaam a été fermée en 1999, une mesure censée être temporaire. Ainsi la capacité réelle reste en dessous de la demande. La situation est absurde surtout en République Démocratique du Congo. Il y a une raffinerie de pétrole près du port de Matadi sur l'Atlantique avec une capacité théorique de 15.000 barils par jour, qui fonctionne actuellement à 50% de sa capacité. Elle appartient conjointement au gouvernement et à Agip, la société pétrolière italienne, qui en 1999 a vendu ses actions à Sonangol, la société pétrolière étatique angolaise. La raffinerie n'est pas appropriée pour le genre de pétrole brut trouvé en RDC et elle doit utiliser les importations nigériennes, garantissant ainsi la dépendance permanente des importations qui profite aux commerçants. Selon le Gouvernement, les exportations de pétrole de la RDC sont utilisées pour financer les importations de brut pour la raffinerie.

A cause de la guerre, l'ancien système de distribution de produits finis - par la péniche le long du fleuve Congo - ne fonctionne plus. Cependant, la réouverture du trafic fluvial encouragée par l'ONU pourrait changer ceci. Un pipe-line abandonné passe de Kisangani à Walikale. En théorie il permettrait aux provisions de pétrole d'atteindre le Congo oriental une fois que le trafic fluvial redeviendra normal, et la route de Walikale à Goma, actuellement en reconstruction par l'organisation humanitaire allemande AAA (Agro Action Allemande), sera finie. Cependant, cette région a été une « zone rouge » pendant des années. Les travaux sur la route ont été suspendus par AAA vers l'ouest, au-delà de Masisi, suite aux attaques par les milices *interahamwe* rwandaises qui contrôlent aussi la ville de Walikale et sa piste d'atterrissage, utilisée comme une base logistique pour les activités des milices ailleurs à l'est du Congo. Aussi longtemps que cette situation continue, l'est de la RDC est entièrement dépendante de ses voisins de l'Afrique orientale qui eux-mêmes souffrent d'une carence de pétrole. Le mauvais fonctionnement de la raffinerie de Mombasa au Kenya crée des ruptures de stock répétées, qui sont régulièrement repercutées sur les pays à la fin de la ligne de distribution ; ainsi, le Rwanda,

ensuite le Burundi et la RDC encaissent la force du coup. Ils sont obligés d'importer des produits raffinés plus chers, provoquant une hausse des prix et les importations clandestines. Une extension proposée du pipe-line kenyan en Ouganda, consenti par les gouvernements kenyan et ougandais en 1999, n'a pas encore dépassé l'étape de la planification. Il aurait une capacité de 16.500 barils par jour, qui serait suffisante pour les besoins actuels de la région des Grands Lacs.

Il y a plusieurs options pour changer cette situation. Une option serait d'augmenter la capacité régionale de production du courant électrique - actuellement l'Ouganda a la capacité de 280 MW, le Burundi a 49 MW et le Rwanda a 30 MW. Une grande partie de ce courant provient des installations hydroélectriques. Dans ce domaine, il y a le potentiel d'un développement significatif. Le barrage proposé à Bujagali en Ouganda sur le Nil près du Lac Victoria, s'il est construit, sera le plus grand projet d'investissement de toute l'Afrique Orientale, avec une capacité de production d'au moins 250 MW et vraisemblablement jusqu'à 2.000 MW. Actuellement il est en veilleuse à cause des objections écologiques. Même dans les zones rouges du Nord Kivu, divers projets de production de courant hydroélectrique sont en cours avec la capacité de quelques mégawatts chacun. Ils constituent les fondements de tout programme intégré d'électrification future rurale ou urbaine. Une autre option serait l'exploitation des réserves de pétrole indigènes, qui depuis l'époque coloniale ont été supposées exister dans le Graben le long des lacs Albert, Édouard et probablement Kivu et Tanganyika, en plus des gisements en mer actuellement exploités le long de la côte tanzanienne. Leur découverte et leur mise en valeur nécessiteraient, cependant, de grands investissements initiaux et à long terme, et c'est peu probable qu'on y engage de l'argent à cette échelle sans la garantie de la stabilité politique.

1.2 QUI EST HERITAGE OIL?

Depuis l'année dernière, la possibilité a été envisagée de commencer cette exploration de pétrole même avant la fin de la guerre. Heritage Oil, une société canadienne et britannique, a commencé l'exploration à l'ouest de l'Ouganda et a acquis du gouvernement de la RDC une concession de pétrole à l'est du Congo. Ceci a attiré l'attention internationale, à cause de ce que Heritage Oil elle-même surnomme son "profil de risque", et que ses critiques surnomment son histoire mercenaire. Pour certains, il paraît que Heritage Oil, grâce à l'expérience particulière de son directeur Tony Buckingham dans les zones de conflit africaines, était le candidat parfait pour commencer une nouvelle guerre des ressources dans la Région des Grands Lacs – avec des enjeux beaucoup plus élevés que dans les guerres de ressources précédentes, grâce aux engagements financiers. Heritage Oil and Gas a été fondée en 1992 et est cotée à la Bourse de Toronto comme HOC.A. Selon un rapport réalisé par les

consultants de Jefferies du 11 juin 2002, il s'agit d'une « société de production et d'exploration de pétrole, enregistrée à Toronto avec une forte base d'actionnaires britanniques ». « A son actif, elle possède des concessions pétrolières de grande potentialité au Congo (Brazzaville) et en Ouganda, ainsi qu'une option minoritaire de 10% en Oman. » Dans le temps, elle possédait des intérêts communs en Angola avec la société Ranger Oil, mais ces concessions pétrolières ont été fermées entre 2001 et 2002.

En comparaison avec les grandes sociétés pétrolières multinationales, les activités de Heritage Oil sont minuscules. Selon son Rapport Intermédiaire pour le troisième trimestre de 2002, la production quotidienne moyenne de janvier à septembre 2002 était de 583 barils. Cependant, la société se voit elle-même en pleine expansion. Selon le Rapport de Gestion 2001, « la production nette de pétrole, ou de son équivalent, a vu une augmentation de 24 % en 2001 par rapport à l'an 2000 » et « les revenus de pétrole et de gaz ont augmenté de 11% à US \$ 3.6 million en 2001 ». L'année « a aussi vu un accroissement significatif des réserves nettes, avec les réserves confirmées en hausse de 150% à 5,2 millions de barils de réserves de pétrole ou son équivalent, et des réserves probables accrues de 84% à 9.3 millions de barils ». Depuis 1999 « les réserves réelles et potentielles de la Société ont augmenté 12 fois... ».

Le fondateur-directeur de Heritage Oil and Gas est Tony Buckingham qui contrôle aussi la majorité des actions. « Heritage est (de fait) la propriété à 55% ... de Albion Energy, une société dont le bénéficiaire principal est Tony Buckingham », d'après le rapport des consultants Jefferies. Tony Buckingham « a une longue expérience d'affaires en Afrique et au Moyen-orient, y compris les conseils sur la sécurité militaire auprès des gouvernements ». Selon beaucoup de sources, il est étroitement lié à la société sud africaine mercenaire Executives Outcomes (EO), le prototype de ce qu'on appelle actuellement les « Sociétés Militaires Privées ». Un rapport du Center for Public Integrity (CPI) basé à Washington, intitulé « Marketing the New Dogs of War » (octobre 2002), dit que la carrière de Buckingham dans l'industrie de pétrole a commencé avec la société canadienne Ranger Oil. Plus tard, il a fondé Heritage Oil, basé à Londres dans les mêmes bureaux qu'une gamme d'autres sociétés dont les activités couvrent « l'extraction du pétrole, de l'or et du diamant, une compagnie de comptabilité, et les services de gestion financière outre-mer. A ceci, ils ajouteraient les compagnies militaires aériennes et terrestres. »

Selon le porte-parole de la société, « Héritage a acquis un intérêt stratégique en Angola depuis 1992, par son assistance à Ranger Oil pour l'acquisition du secteur 4 en mer ». Selon Philippe Chapleau et François Misser dans leur livre « Mercenaires S.A. », en octobre 1992, Buckingham a abordé le fondateur de EO, Eben Barlow, ancien Lieutenant Colonel de l'armée Sud Africaine, pour fournir des agents de sécurité pour protéger les installations de pétrole de Ranger Oil à Soyo, en Angola. EO a envoyé des hommes du 32^e Bataillon dissout de l'armée sud-africaine, qui dans les années 80 s'étaient déjà battus en Angola. Ils ont

chassé de Soyo les rebelles de l'Unita, et ont alors signé un contrat d'une valeur de \$ 30 millions avec le gouvernement angolais, en échange des concessions à Ranger Oil et à Heritage Oil.

L'étude de CPI raconte les faits autrement. En mai 1993, quand les rebelles angolais de l'UNITA ont saisi les installations de Heritage Oil à Soyo "le gouvernement angolais a demandé une plus grande aide mercenaire. Leur demande est passée par Ranger Oil, qui gérait les gisements de pétrole dans le littoral angolais. Cette requête a conduit Buckingham à engager une société mercenaire jusque lors exclusivement sud africaine, Executive Outcomes. Selon un rapport confidentiel de 1995 de British Defence Intelligence Staff (DIS) Ranger Oil a donné alors à Buckingham et à Mann un contrat de \$ 30 millions pour monter une force de défense. Le 7 septembre 1993, selon le rapport confidentiel, Mann et Buckingham ont enregistré Executive Outcomes au Royaume Uni, comme une société collaboratrice de la sud - africaine EO. Executive Outcomes a réussi en Angola et plus tard en Sierra Leone, et, selon CPI "quand ses activités sont devenues de plus en plus controversées dans les années 1990, EO se confond à Sandline International. Les sociétés fonctionnent dans les mêmes bureaux high tech de Buckingham, sur la Kings Road, Chelsea. Les compagnies militaires opèrent indistinctement, dans les locaux gérés par Heritage Oil and Gas, et Branch Energy, les sociétés de pétrole et d'extraction des minerais gérées par Buckingham. »

Selon Chapleau et Misser, Branch Energy a obtenu les concessions d'or en Ouganda et de diamant en Sierra Leone en échange de l'aide de EO aux gouvernements respectifs pour sécuriser les domaines d'exploitation. Au sujet de l'Ouganda, Chapleau et Misser écrivent: "EO protège la concession de Branch dans le Parc National de Kidepo, contre les rebelles de LRA. Pour assurer son investissement, Branch a cédé une part de 25% au demi-frère du Président Museveni, le Général-Major Caleb Akwandwanaho, qui – heureuse coïncidence – est actionnaire à 45% de Saracen Uganda, le subsidiaire de EO." Caleb Akwandwanaho est mieux connu sous le nom de Salim Saleh, et il occupe une place de choix dans le dernier rapport de la Commission de l'ONU sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RD Congo.

Selon le "Global Policy Forum" dans son rapport du 5 juin 2001, Salim Saleh est actionnaire de la société commerciale Catalyst Corporation (Canada) qui détient des réserves importantes d'or au nord-est de l'Ouganda, et a repris une concession voisine de Branch Energy. Le rapport continue : "Il y a aussi des bruits de liens entre Saleh et Barrick Gold Corporation qui a sous-traité avec Caleb International pour exploiter des gisements à l'est de la RDC". Il y a beaucoup de rapports de la connivence des officiers de l'UPDF dans exploitation des réserves d'or de Kilo Moto au Congo du nord-est. Le rapport de Global Policy Forum ajoute en outre qu'un des propriétaires de Heritage Oil est Bryan Westwood, président du Bureau Ougandais des Mines.

Il faut souligner que ce passé ne peut pas être retenu contre les activités d'exploration de Heritage Oil en Ouganda et au Congo. L'expérience de sécuriser les gisements pétroliers de l'Angola en période de guerre pourrait au contraire être considérée comme une expérience déterminante dans la mise en valeur d'un investissement initial en zone de guerre, sans attendre une paix insaisissable. Vraisemblablement, aucune autre société internationale de pétrole n'envisagerait de fonctionner dans une telle région à haut risque.

Heritage Oil se voit comme un éclaireur, qui ouvre une région instable pour les investisseurs et ainsi pour le développement. Ses représentants nient avec force toute velléité de leur part de recourir aux mercenaires dans la région des Grands Lacs, et font plutôt remarquer qu'ils cesseraient le travail si l'insécurité s'aggravait - mais selon les contrats ils doivent avoir commencé l'exploration pour éviter qu'on les accuse d'une rupture de contrat. "Une fois que l'on a commencé, on peut invoquer un cas de force majeure", dit Bryan Westwood, le directeur de Heritage Ouganda à l'Institut Pole. Michael Wood, PDG de Heritage, a dit à ce chercheur: "Heritage peut avoir un profil de risque différent d'autres sociétés de pétrole, mais nous sommes des opérateurs responsables, et il s'agit d'une société anonyme par actions. Ainsi nous n'allons pas exposer ni le personnel ni les biens à des risques inacceptables. »

2. LE PETROLE EN OUGANDA

2.1 EXPLORATION DANS LA VALLEE DE LA SEMLIKI

Le "Graben Albert", qui est le nom habituel de la zone du Graben vers le Lac Albert à la frontière ougando-congolaise, y compris le Lac Albert et la vallée de la rivière Semliki, est considéré comme le secteur le plus prometteur pour l'exploration du pétrole dans le Graben. Shell Oil y a mené la première exploration en 1938. Le gouvernement ougandais a divisé le côté ougandais en cinq zones d'exploration, selon les études aériennes au cours des années 80 et les études magnétiques au début des années 90.

Deux des zones ont été prises. Hardman Petroleum d'Australie a la Zone 2, d'où il s'est retiré en 1997, mais pour laquelle il a signé de nouveau le 10 octobre 2001 en collaboration avec Energy Africa d'Afrique du Sud. L'acteur principal dans les perspectives d'exploration de pétrole de la région est, cependant, Heritage Oil. Elle a acquis la Zone 3 en janvier 1997 et c'est la seule société à passer à l'étape de forage. Elle a aussi acquis une zone exclusive d'exploration à l'est de la RDC en juin 2001, une bande enjambe toute la longueur de la frontière occidentale de l'Ouganda, ce qui lui permet ainsi de travailler dans tout le Lac Albert et de part et d'autre de la rivière Semliki. Des études sismiques ont été

exécutées par les sociétés elles-mêmes vers la fin des années 90. Selon les consultants Jefferies 90s dans leur rapport de décembre 2002: "Le Graben Albert a le potentiel géologique de devenir un site majeur de production de pétrole, mais en ce moment il est sous-exploré. En 1998, Heritage Oil a fait l'étude sismique à deux dimensions sur 170 kilomètres au-dessus du bassin et il a identifié plusieurs sites prometteurs, dont le plus intéressant est une grande structure, le site de Semliki, qui d'après les clichés sismiques, pourrait couvrir un gisement pétrolier gigantesque. Heritage Oil estime qu'il y a deux cibles principales d'exploration dans le site de Semliki, le Kisegi et les formations de Nyaburogo. Les ressources récupérables potentielles – d'après la simulation Monte Carlo - sont estimées entre 160 à 450 millions de barils dans la Formation de Kisegi, et entre 172 et 546 millions de barils dans la Formation de Nyaburogo."

C'est là la base des chiffres largement cités d'un potentiel de 1 milliard de barils de réserves de pétrole qui ont suscité l'enthousiasme en Ouganda, avec l'espoir de mettre fin à la dépendance du pays sur les importations de pétrole, et même potentiellement de changer l'Ouganda en exportateur de l'or noir. Le Rapport de Gestion 2001 de Heritage Oil dit: "Les grandeurs des gisements de plusieurs centaines de millions de barils justifieront la construction d'un pipe-line vers Mombasa." Le PDG de Heritage, Michael Wood, a dit au quotidien ougandais New Vision le 28 mars 2002: « Nous voulons que l'Ouganda devienne le Koweït de l'Afrique. Le forage a commencé le 27 septembre 2002, plus tard que planifié. Heritage Oil seule n'a pas la capacité de forage, et nous avons passé du temps à chercher ». En 2001 Heritage Oil n'a pas réussi à trouver un compromis avec la société chinoise ZEP sur une collaboration pour le forage. Par la suite, en août 2001, elle a créé en collaboration avec Energy Africa, une société pour le forage, Eagle Drill, dans laquelle chacun détient 50 % des actions. Energy Africa fournit un équipement de forage d'origine sud africaine, un derrick précédemment utilisé en Australie. Ainsi, elle s'est impliquée dans les deux blocs actifs en Ouganda.

Bryan Westwood, le directeur en Ouganda de Heritage, dit à New Vision (le 10 septembre 2001) que les tests sismiques continueraient pour environ 70 jours, et que les experts de la Géophysique IMC exécuteraient des études supplémentaires dans une zone de 200 kilomètres carrés pour trouver l'emplacement optimal du forage avant l'arrivée de l'équipement. Selon le Commissaire de Ugandan Petroleum, M. Reuben Kashambuzi (New Vision, le 8 décembre 2001), la surface a été augmentée plus tard à 240 kilomètres carrés.

Le contrat joint venture "Eagle Drill" a été présenté par Heritage Oil comme un grand pas en avant. "L'usage initial de l'équipement en Ouganda permettra l'avancement rapide du travail dans la Zone 3 selon le plan, et d'une manière rentable et écologiquement sensible", nous dit le Rapport de Gestion 2001 de la société 2001. "Aussi, Heritage voit le déploiement de cet équipement à l'avenir comme un avantage significatif non seulement par rapport au développement de ses autres concessions, particulièrement en Afrique, mais il a aussi le potentiel

de permettre à Heritage d'explorer des opportunités spécifiques et d'étendre ce nouveau type d'entreprise". Le rapport intermédiaire pour le deuxième trimestre de 2002 ajoute: "Heritage, comme l'exécutant du projet ougandais, a fait preuve de sa capacité pour entreprendre des opérations d'exploration très poussées dans des lieux éloignés et difficiles du point de vue logistique, d'une manière rentable, tout en respectant l'environnement. »

Le derrick est arrivé dans les containers à Mombasa et ensuite a été transporté sur 156 camions jusqu'à Kampala pour être vérifié et stocké. Il y est resté jusqu'en juin 2002 quand il a été transféré à Bundibugyo, après qu'on a élargi la route de montagne qui mène à ce district à la limite occidentale de l'Ouganda, derrière les montagnes de Rwenzori. Le début des forages avait été planifié pour le début du mois de mars 2002, mais il a été retardé pour plusieurs raisons, quelques-unes en rapport avec les attaques des terroristes du 11 septembre 2001, qui a rendu difficile l'acquisition des explosifs, d'autres en rapport avec les pluies torrentielles dans la région. Les forages ont été alors annoncés pour le 1er août ; ils ont commencé finalement le 27 septembre dans le puits surnommé "Turaco-1" aux alentours du village de Rwebisengo près de la rivière de Semliki. Selon un rapport paru dans le quotidien ougandais New Vision (le 27 octobre 2002), le site a été gardé par la compagnie de sécurité privée "Saracen", où le demi-frère du Président ougandais, Salim Saleh, est actionnaire. Le derrick était censé atteindre d'abord une cible secondaire à une profondeur de 1200 mètres et la cible principale à 2500 mètres après approximativement 45 jours. Ceci n'est pas arrivé. Plutôt, le 30 janvier 2003, Heritage Oil a annoncé la suspension des forages en Ouganda. "Le puits Turaco-1 localisé dans la Zone 3, Ouganda, a atteint une profondeur totale de 2487 mètres et le forage est provisoirement suspendu", a dit la société. "Les données en provenance du puits seront analysées et la Société compte faire une communication plus détaillée à ce sujet au moment opportun." L'analyse devrait durer à peu près quatre mois.

La veille de l'annonce de suspension, le directeur pour l'Ouganda de Héritage, Bryan Westwood, avait déjà dit à l'Institut Pole que lors d'une réunion à Kampala il avait annoncé qu'il n'y a eu "aucune découverte significative jusqu'ici". Il a ajouté: "Nous pensons qu'il y a une chance sur dix d'y trouver quelque chose". Pourtant un jour plus tôt, le Commissaire du gouvernement ougandais pour le pétrole, Fred Rugundo, avait dit à l'Institut Pole que cela pourrait avoir été une technique de pessimisme préventif: "Si nous avons trouvé quelque chose, nous allons le minimiser. Il est conseillé d'opérer dans le pessimisme pour éviter des surprises. Nous ne sommes pourtant pas au stade de minimiser ni du pessimisme. Nous en sommes encore au stade exploratoire." Bryan Westwood était plus direct: "Ce serait stupide de ne pas annoncer une découverte", a-t-il dit. On peut ainsi supposer sans crainte d'erreur que rien n'a été trouvé.

Un second puits pourrait être foré selon Westwood à proximité de Turaco-1, peut-être à 100 mètres de distance. Ceci pourrait être fait d'ici la fin de 2004. "Si nous ne trouvons rien après le second puits, nous abandonnerons et sauverons

nos meubles”, nous prévient Westwood, précisant ainsi que Heritage Oil ne s’engage pas en Ouganda inconditionnellement.

Le commencement des forages de pétrole était à la une de la presse ougandaise, mais la suspension n’a mérité que quelques lignes dans les actualités. C’est peu probable que la suspension profite au gouvernement ougandais, qui a participé entre autre à la Conférence Est Africaine sur le Pétrole à Nairobi début mars et a planifié une visite guidée des forages de Heritage du 8 au 10 mars pour stimuler l’appétit des investisseurs pour la région.

2.2 ESPOIRS ET GRIEFS DANS LE ROYAUME DE TORO

Batoro et Bakonzo

La perspective de la découverte du pétrole en Ouganda a causé beaucoup d’agitation dans le pays. Le gouvernement lui-même à maintes reprises a parlé de la possibilité d’économies à l’importation de l’ordre d’un milliard de dollars par an, libérant ainsi les devises dont ils ont énormément besoin, et même ils ont parlé de la possibilité que l’Ouganda devienne un exportateur net du pétrole. L’ouest de l’Ouganda se prépare au développement économique. Ici, la perspective du pétrole liée à celle d’une fin définitive de la rébellion ADF (Alliance of Democratic Forces) dans la région a suscité de grands espoirs. L’Ouganda de l’ouest est le berceau du royaume Toro, une monarchie traditionnelle dont l’histoire date des années 1820, quand Kaboyo, prince du puissant royaume de Bunyoro a fait sécession et a formé son propre royaume basé sur une alliance entre les fermiers des collines de Bakonzo de la région de Kasese et de Rwenzori, et les Batoro, des plaines orientales. Par la suite le royaume a été re-annexé par le Bunyoro, mais il a reconquis son indépendance en 1891 au début de la colonisation britannique, quand le capitaine britannique Frederick Lugard l’a utilisé comme élément de sa stratégie pour vaincre le Bunyoro et empêcher l’accès aux Allemands et aux Belges à partir du Rwanda et du Congo. Butoro, gouverné par le clan royal des Babito comme le Bunyoro, devint royaume inféodé au Protectorat de l’Ouganda. Tous les royaumes de l’Ouganda ont été abolis en 1966 peu après l’indépendance avant d’être restaurés par le président Yoweri Museveni en 1994.

Traditionnellement, Toro a été le plus docile des royaumes ougandais, la politique du gouvernement étant rarement mise en cause. Une raison pour ceci est que le gouvernement ougandais et les grands parmi les Batoro ont un intérêt commun à contrarier les demandes de sécession des Bakonzo, qui se sont révoltés maintes fois contre leur incorporation dans le Toro, ainsi que les Bamba qui habitent de l’autre côté du Rwenzori. Lors de l’indépendance de l’Ouganda en 1962, les membres Bakonzo de la cour royale Toro ont été arrêtés et leurs demandes pour les reformes linguistiques et autres signes d’autonomie ignorées.

Des mouvements de révolte armée s'en sont suivis pour revendiquer un "royaume de Rwenzururu" composé des districts actuels de Kasese et Bundibugyo. Au cours des années 1980, les dirigeants Bakonzo ont soutenu la guérilla alors sans grande importance du dirigeant Yoweri Museveni. Devenu président en 1986, Museveni n'a pas réalisé les espérances de ses alliés. Quand il a rétabli la monarchie Toro en 1994 sous sa forme traditionnelle, négligeant les demandes d'autonomie des Bakonzo, "l'agitation de Rwenzururu" a tourné à la violence et a abouti ensuite à la formation de l'ADF (Allied Democratic Forces), un mouvement rebelle basé dans les montagnes du Rwenzori. La guerre de l'ADF s'est changée en conflit civil majeur en Ouganda depuis plusieurs années. A son apogée à la fin des années 90, elle a causé des milliers de blessés et a déplacé des centaines de milliers de gens vers le Rwenzori, et c'était une des raisons pour lesquelles l'Ouganda a envoyé son armée au Congo, premièrement contre Mobutu en 1996 et ensuite contre Laurent Kabila.

En 2001, l'ADF paraissait finalement vaincue. La plupart des déplacés sont retournés chez eux depuis l'été 2002, selon les sources de l'ONU. Les agents des organismes humanitaires locaux parlent de 80.000 déplacés qui restent dans les montagnes. L'insécurité est principalement un fait passé et seuls de petits groupes armés résiduels sont encore actifs dans le Rwenzori. L'agitation est passée de la violence à la politique pendant la campagne électorale présidentielle du mois de mars 2001, quand le candidat de l'opposition Kiiza Besigye a promis de soutenir les revendications des Bakonzo. Après sa défaite, l'agitation était plus grande en plein territoire Bakonzo à Kasese, cette cité qui s'estime lésée en matière de développement au profit de Fort Portal, la capitale du pays Toro.

La guerre de l'ADF et le mécontentement des Bakonzo sont importants parce que le domaine d'exploration du pétrole fait partie du district de Bundibugyo. Il faut remarquer que les Bakonzo sont généralement considérés comme un groupe ethnique pareil aux Nande de l'autre côté de la frontière en RDC orientale. Les Nande jouent un rôle majeur dans la politique du Nord Kivu et leur mouvement rebelle RCD-Kis/ML (Rassemblement Congolais pour la Démocratie -Kisangani/Mouvement de Libération) est actuellement l'allié principal du gouvernement de Kinshasa dans la région. Eux aussi s'intéressent à l'exploitation des réserves de pétrole de la région. Le domaine d'exploration de pétrole lui-même est cependant peuplé par les Hema, un autre groupe ethnique qui lui aussi se trouve au Congo, où ils dirigent le mouvement rebelle UPC (Union des Patriotes Congolais). L'UPC fait la guerre contre le RCD-ML. Ceci pourrait compliquer les relations entre les deux groupes ethniques du côté ougandais aussi. L'exploration du pétrole dans le domaine des Hema de Toro augmenterait l'écart de développement entre le territoire Toro et les régions des Bakonzo – tout en soustrayant une partie du district de Bundibugyo au contrôle des Bakonzo, la reliant du coup plus étroitement au district de Toro et son gouvernement local, ce qui la soumettant de nouveau au leadership du pays Toro, basé à Fort Portal, la capitale.

Semliki dans l'ombre de la guerre au Congo

Le district de Bundibugyo est une des parties les plus reculées de l'Ouganda. Il se trouve sur le versant occidental de la chaîne du Rwenzori, qui forme une frontière naturelle ; il est relié au reste de l'Ouganda par une seule route tortueuse de montagne. Le forage de pétrole met fin à cet isolement: la route de montagne a été élargie et les améliorations continuent ; un hôtel s'est ouvert dans le district Bundibugyo et les antennes MTN des téléphones mobiles ont été érigées. Le PAM (Programme Alimentaire Mondial) a, selon son coordinateur Tom Ahimbisibwe à Fort Portal, "entamé un programme de rétablissement qui durera jusqu' en 2005" pour la région, y compris un programme à très grande échelle pour nourrir 60.000 élèves, à commencer en février 2003, un programme « nourriture pour le travail » pour la reconstruction des routes et des infrastructures rurales, la formation écologique pour les fermiers et l'aide spéciale pour les secteurs vulnérables de la population. Dans la région de la Semliki affectée par le forage du pétrole, il reste cependant un fort risque de conflit à cause de la proximité des zones de guerre congolaises. Tandis que la partie ougandaise de la plaine de la Semliki est une vaste étendue de brousse, marécageuse pendant la saison pluvieuse et poussiéreuse pendant la saison sèche, la partie congolaise de la plaine est très étroite, avec les montagnes escarpées de l'Ituri s'élevant tout près de la rivière. Au sommet des montagnes se trouvent les régions des Giti, Nyankunde et Boga - les scènes des luttes les plus sanglantes dans les conflits de l'Ituri.

Rwebisengo, le village le plus proche du forage du pétrole, abrite plusieurs milliers de réfugiés Hema de l'autre côté de la rivière Semliki. L'Institut Pole a rencontré Colin Baguma, un infirmier congolais de Boga, employé dans l'hôpital de Rwebisengo, fondé par des Congolais et dirigé par le leader de la communauté congolaise dans la ville, le Dr. Balikya. Baguma a dit que lui et les autres sont arrivés à Rwebisengo en août 2002. Ils ont quitté Boga quand l'armée ougandaise s'est retirée : – "Nous avons peur à cause du conflit entre les tribus Hema et Ngiti", a-t-il dit. (Les Ngiti sont un sous-groupe du groupe ethnique Lendu). "Il n'y avait pas de sécurité. Nous avons été attaqués deux fois après le retrait des forces ougandaises. »

La région de Rwebisengo, peuplée par les Hema ougandais du sous-groupe Tuku, est un refuge naturel pour les Hema congolais, gardiens de bétail comme leurs voisins ougandais. Quelques Congolais ont construit ou loué des maisons construites pour eux par les habitants ougandais de Rwebisengo. En novembre 2002, le CRS (Catholic Relief Services) basé à Fort Portal a fait une étude de la situation des réfugiés, et a estimé que le nombre de réfugiés congolais à Rwebisengo est 7.000, avec 40.000 têtes de bétail. "Les réfugiés refusent d'être enregistrés ou d'être identifiés par crainte de réimplantation ailleurs", selon les notes d'une descente sur terrain de CRS du mois de novembre 2002. "Puisque

ces gens dépendent de leur bétail, pour leurs besoins de nourriture et de revenus, l'implantation ailleurs n'est pas une bonne option. Ils se déplacent avec leurs animaux et ce qu'ils peuvent porter.”

Les habitants locaux affichent leur solidarité politique avec les réfugiés Congolais – “Si nous voyons un Lendu, nous devons le tuer”, nous a dit quelqu'un - mais ils expriment contre eux des griefs économiques. Les Congolais viennent avec leur bétail, ils surchargent les pâturages disponibles très limités. “La population est trop nombreuse à cause de tous ces étrangers”, a dit John Kabarere, habitant de la région, à l'Institut Pole. Le rapport du terrain de CRS ajoute: “La population des réfugiés a été assimilée dans la communauté locale, logée avec les membres de la famille étendue. La situation a créé des tensions dans la famille étendue, à cause du surpeuplement dans les ménages, les besoins de nourriture supplémentaire, l'occasion de la transmission des maladies d'un animal à un autre, l'augmentation des problèmes de santé, le manque d'eau potable et le manque d'installations sanitaires.”

Le forage du pétrole aggrave ce problème, selon Kabarere: “Nous aurons des problèmes avec ce pétrole. Le gouvernement dit que si nous faisons paître le bétail près des forages, nous devons le déplacer et nous devons trouver d'autres pâturages. Mais il n'y a pas d'autres pâturages, c'est plein. Il y a beaucoup de Congolais qui sont venus ici avec leur bétail, il n'y a pas de place.”

Les pâturages autour de Rwebisengo sont limités et pas seulement à cause de la zone d'exclusion de Eagle Drill. A quelques kilomètres de Rwebisengo, où le terrain commence à monter de la plaine marécageuse, se trouve la Semliki Wildlife Reserve, où il est interdit de paître le bétail. Plus au sud, il y a le Parc National Semliki, qui est essentiellement un appendice ougandais à la réserve congolaise beaucoup plus grande, le Parc National des Virunga. La protection de cette région crée des problèmes supplémentaires pour l'exploration du pétrole qui devront être résolus au niveau politique. Une évaluation écologique pour Uganda Wildlife Authority a été exécutée par le consultant ougandais Yakobo Moyini de Environmental Management Associates en 2002 ; il a conclu que les impacts écologiques des forages exploratoires dans la plaine de la Semliki “sont supposés être limités”, mais des forages supplémentaires dans les domaines protégés pourraient causer des dommages tels que “une réduction des pressions des liquides souterraines qui causerait une dépression (subsidence) et par la suite des inondations pendant la saison pluvieuse”, les déversements de pétrole et aussi l'eau et les produits chimiques toxiques utilisés pour le forage. L'évaluation conclut: “Uganda Wildlife Authority peut cohabiter avec les activités de forage exploratoire. Avec les mesures appropriées d'allègement, les dommages sur la diversité écologique dans les domaines protégés peuvent être minimisés. Toutefois, l'avenir du tourisme dans la région sera probablement affecté négativement, mais ceci peut être aussi une conséquence temporaire. Le plus grand impact de l'exploration du pétrole et du gaz sur la conservation de la

diversité écologique et le tourisme proviendra en toute probabilité des travaux connexes, particulièrement dans la Semliki Wildlife Reserve”.

Le leurre du pétrole et Gaddafi

Du point de vue de l'élite Toro à Fort Portal, de telles considérations sont mineures en comparaison des espoirs d'un développement immense relié à l'exploration du pétrole. Le père Albert Byaruhanga, l'expert économique de l'église catholique romaine dans la ville, conseiller à la monarchie et pendant 18 ans président de l'hôpital catholique principal de Fort Portal, énumère plusieurs des effets bénéfiques supposés découler de la découverte du pétrole dans la Semliki: les routes de l'Ouganda de l'ouest seront modernisées - actuellement la modernisation de la route de Fort Portal à Kampala se fait très lentement - l'investissement étranger sera attiré dans la région; ces deux facteurs à leur tour vont stimuler le tourisme; et d'autres avantages tels que l'électrification et la création d'une université pourraient suivre. Le pétrole, dit-il, “est un catalyseur. Si vous avez un grand développement, d'autres développements s'ensuivent.”

Il soulève aussi la possibilité que le royaume Toro comme institution prenne une part commerciale directe dans l'exploitation du pétrole. Il estime que ceci pourrait le placer en position de force face aux autres opérateurs économiques dans la région. Car lors de l'abolition du royaume, de grandes étendues de terres royales ont été prises par la population rurale et la monarchie essaie jusqu'à ce jour de trouver des moyens de récupérer ses propriétés - un conflit qui affecte également d'autres parties de l'Ouganda. “Le gouvernement a promulgué une loi qui protège les squatters”, dit Byaruhanga, se référant à la Réforme Foncière de 1999 qui a en effet donné aux petits fermiers, installés sur les concessions traditionnelles, les droits de propriété. “Vous ne pouvez pas les chasser à moins de leur offrir une alternative”. Byaruhanga note aussi que dans l'espoir de la découverte du pétrole “quelques messieurs brillants collaborent pour acheter des terrains - la terre du gouvernement”, espérant à la longue la vendre aux sociétés de pétrole. La spéculation des terres est aussi notée par les consultants de Jefferies dans leur rapport de décembre 2002 sur Heritage Oil, dans lequel ils disent: “La compétition pour l'acquisition des terres dans la région augmente”. Une caractéristique spéciale du royaume Toro - qui à propos du pétrole pourrait se révéler cruciale - est que sa famille royale est reliée de près au gouvernement de la Libye. Le dirigeant de la révolution libyenne Muammar al Gaddafi est réputé être l'ami personnel proche de la Reine Best, la mère de Oyo, roi du Toro actuel, et il restaure actuellement à grands frais le palais royal de Toro, situé sur une colline non loin de Fort Portal, qui était détruit par les soldats de Idi Amin en 1979. Gaddafi a posé la première pierre du nouveau bâtiment le 14 juillet 2001, et les travaux ont commencé en avril 2002, selon le personnel du palais qui souligne que la photographie y est interdite “quand les Arabes circulent”. Fort Portal se vante aussi d'une grande mosquée, récemment restaurée à grands frais, bien qu'il n'y ait presque pas de musulmans dans la ville. Le Roi est

membre de l'Église de l'Ouganda qui fait partie de l'église anglicane - la population de Toro est répartie à peu près également entre les anglicans et les catholiques. D'une perspective locale, l'engagement libyen a aidé à fortifier la monarchie Toro qui était en crise pour la plupart du temps depuis sa restauration. En effet, en 1995, peu après la restauration de la monarchie, le Roi Kaboyo est mort et a été remplacé par son fils âgé de trois ans, qui a été couronné Roi Oyo Nyimba Kabamba Iguru Rukidi IV. La monarchie est devenue alors un terrain de conflit entre les divers membres de la famille royale, principalement la Reine Mère Best, veuve de Kaboyo, le père du Roi Oyo, contre ses belles-sœurs, les Princesses Elizabeth Bagaya et Mabel Komuntale. Le conjoint de la Princesse Elizabeth, le Prince Charles "Happy" Kijanangoma, a été assassiné dans une buvette publique de Fort Portal le 25 mars 1999 lors d'un procès dans lequel il défendait les intérêts de la monarchie contre la Reine Mère qui a voulu écarter les sœurs du feu Roi. Le 21 juin 2000, le Premier Ministre Toro, John Katuramu, un associé de la Reine Mère, a été arrêté et a été inculpé du meurtre. Il a été condamné à mort le 12 septembre 2001 mais il attend toujours son exécution par pendaison dans la prison de Luzira à Kampala. Katuramu était un homme d'affaires Toro important, propriétaire de la station de radio principale de l'ouest l'Ouganda, la Voix de Toro, et d'une usine de traitement de café qui a été saisie par les huissiers en 2000 pour le non-paiement de ses dettes.

Après la mise à l'écart de Katuramu, la Princesse Bagaya semblait avoir gagné le contrôle de la monarchie ; elle a ainsi annoncé le licenciement de tous ses officiels lors d'une réunion publique à Fort Portal le 22 juillet 2000. Quelques semaines plus tard, la Reine Best a répliqué quand elle a fortuitement - ou exprès - rencontré Muammar al Gaddafi lors de la commémoration de l'indépendance de l'Ouganda à Kampala le 9 octobre. Le deux sont devenus des amis. Ainsi une alliance entre le Roi et sa mère d'un côté et la Libye de l'autre a vu le jour, ce qui marginalisait la Princesse Bagaya qui, en tant que sœur du Roi Kaboyo avait longtemps vécu en Grande Bretagne et qui était perçue comme représentant des intérêts britanniques.

Le roi Oyo a visité la Libye pendant deux semaines en été 2001 et il a couronné Gaddafi comme "Abajwara Kondo" (le Défenseur de la Couronne). En juillet 2001, Gaddafi a visité Fort Portal pour le sixième anniversaire du couronnement du Roi; depuis lors, sa sœur a été transférée à une école en Libye, et la presse ougandaise s'est évertuée à souligner que ce n'était pas pour un mariage forcé. Le dirigeant libyen tente de faire nommer le Roi Oyo, actuellement âgé de dix ans, à la direction d'un Forum des Autocrates Traditionnels Africains - encore un autre parmi les organismes panafricains innombrables par lesquels il tente d'asseoir son influence sur le continent.

Les sources locales estiment que cette intervention de Gaddafi a sauvé la monarchie financièrement et politiquement; de toute façon il a affermi le pouvoir d'une faction à la cour royale. C'est difficile de croire que le dirigeant libyen agit pour de motifs altruistes; au contraire, ce n'est pas difficile d'imaginer que cet

intérêt de Gaddafi dans le Toro pourrait être lié à la perspective du pétrole. Un tel intérêt n'est pas limité à l'Ouganda. Le 26 février 2003, le porte-parole de la présidence de la RDC, Mulega Zihindula, a annoncé à Kinshasa que Joseph Kabila et Gaddafi s'étaient rencontrés à Tripoli, la capitale libyenne, la semaine précédente, et qu'ils avaient décidé de se rencontrer de nouveau au cours du mois de mars pour examiner les possibilités d'investissements libyens, entre autres, dans le secteur du pétrole.

2.3 LE PETROLE ET L'AVENIR POLITIQUE DE L'OUGANDA

Ainsi la perspective du pétrole a forgé un puissant réseau d'intérêts en Ouganda. Il peut être supposé que si Heritage ou n'importe quelle autre société annonçait publiquement qu'en fait, il n'y a pas de pétrole qui vaille la peine d'être exploité dans la vallée de la Semliki, une crise majeure de confiance s'ensuivrait dans la région qui pourrait même aboutir à la relance de la guerre de l'ADF. Déjà le gouvernement ougandais parle à maintes reprises des anciens combattants de l'ADF, des supporters de Besigye et des soldats désaffectés qui seraient regroupés sous la direction du Rwanda dans une People's Redemption Army (PRA) à l'Est de la RDC, bien que personne n'ait encore prouvé avec évidence l'existence de la PRA. La PRA serait basée à Rutshuru, une partie du territoire sous le contrôle du RCD, frontalière à l'Ouganda, ou dans le Parc National de Garamba au Nord-est vers le Soudan. Les sources ougandaises allèguent que la PRA est entraînée par le Rwanda dans la préparation d'une guerre contre l'Ouganda à partir du territoire congolais. La menace supposée de la PRA sert à maintenir l'opinion publique ougandaise aux aguets, répandant ainsi la crainte d'une guerre imminente avec le Rwanda, ce qui légitime les activités continues des troupes ougandaises au Congo, où 700 soldats ougandais sont encore basés dans la région frontalière du Rwenzori et plus de 1000 hommes à l'aéroport de Bunia. Il sert aussi à militariser la politique ougandaise, contrariant ainsi la pression des adversaires politiques du Président Yoweri Museveni qui souhaitent que le pays passe de l'actuel système du "Mouvement" au système de multipartisme intégral.

Actuellement le NRM (National Resistance Mouvement), l'expression politique de la NRA (National Resistance Army) l'ancienne armée de guérilla de Museveni, s'est installé comme parti unique. Les activités politiques sont seulement autorisées dans le NRM, et bien que les partis politiques existent et présentent des candidats aux élections, ils ne sont pas autorisés à organiser la population ni travailler en dehors du NRM. En pratique, "les mouvementistes" et les activistes des partis forment des factions opposées, identifiables comme telles, dans le parlement et dans d'autres corps législatifs. Cependant, lors de la campagne présidentielle de 2001, au cours de laquelle l'ancien médecin de Museveni, Kiiza Besigye, s'est présenté contre le président sur une plate-forme de réformes du NRM, l'opposant a fait montre d'un soutien populaire étonnamment fort, réussissant pratiquement à fractionner le NRM, même sans impliquer les partis

politiques traditionnels. Ceci a poussé les partisans extrémistes du Mouvement à serrer la vis aux tendances pluralistes dans le NRM, et les supporters de Besigye à se regrouper dans le soi-disant "Reform Agenda". Les partisans de la ligne dure du NRM soulignent maintenant de prétendus liens entre les supporters de Besigye, la PRA et la LRA (Lord's Resistance Army), le mouvement rebelle du nord du pays qui affiche une recrudescence de force militaire et échappe à toutes les tentatives de l'armée ougandaise de détruire ses bases arrières au sud du Soudan.

Mais même si le pétrole était découvert et que les rêves de pétrole de l'Ouganda se réalisaient, les perspectives politiques ne s'éclaircirait pas automatiquement. Quelques observateurs craignent que l'entourage du Président présente un tel résultat comme un triomphe personnel de Museveni qui devrait alors rester Président indéfiniment. Il y a quelques années seulement, l'Ouganda prévoyait un mouvement progressif vers le multipartisme, avant les élections prochaines de 2006, où Museveni ne serait pas candidat. Il céderait le pouvoir à un candidat démocratiquement élu. Aujourd'hui, motivée par les rancœurs contre Besigye au sein du Mouvement, une forte campagne dans le NRM pour un "troisième mandat" pour Museveni est en cours; si elle réussit, cela bloquerait l'évolution politique de l'Ouganda. L'expérience d'autres pays africains démontre que la découverte du pétrole a tendance à augmenter les lauriers du chef d'état personnellement, et lui fournir une riche source de devises et aussi légitimer sa propagande selon laquelle il mène son pays vers un avenir meilleur.

Une autre question sans réponse concerne la structure future de l'état ougandais. En vertu du système politique particulier de l'Ouganda, cette question est directement reliée à la question du système politique futur. L'Ouganda est actuellement impliqué dans un processus de réforme constitutionnelle, au bout duquel la constitution de 1995 devra être soit modifiée soit remplacée – une des conditions nécessaires pour un système multipartite proprement dit. Dans ce processus, une vieille question est remontée à la surface, une question qui avait dominé les ébauches de constitution de 1995: l'Ouganda sera-t-il un état fédéral ? Actuellement, l'Ouganda est gouverné selon un système décentralisé, dans lequel les couches successives de gouvernements locaux – identique aux niveaux successifs dans les hiérarchies du NRM au pouvoir – opèrent avec différents niveaux d'autonomie, constitutionnellement égaux dans toutes les parties du pays. Dans les propositions à la Commission de Réforme Constitutionnelle, toutefois, tous les royaumes de l'Ouganda – Buganda, Bunyoro et Toro – ont exprimé le désir de changer le système à celui du fédéralisme, une demande qu'ils avaient formulée déjà en 1994 et 95. L'élite royale Baganda a même organisé le 29 janvier 2003 une manifestation massive dans les rues de Kampala pour accompagner la remise formelle de leur proposition à la Commission de Réforme. Avec 250.000 participants selon les estimations, c'était la plus grande manifestation contre le gouvernement en Ouganda depuis l'accession de Museveni au pouvoir en 1986. "Federo", comme il est généralement surnommé, signifierait le passage des trois royaumes de leur

statut actuel d' institutions culturelles à celui d' entités politiques autonomes, comme ils étaient avant leur abolition en 1966. Federo donnerait des pouvoirs politiques et juridiques aux institutions de la royauté qui pourraient avoir des effets économiques. Par exemple – ceci est un souhait ouvert des fédéralistes Baganda – il donnerait aux royaumes le droit de reprendre leurs propriétés qui avaient été saisies par le gouvernement après l'abolition. Une bonne partie des anciennes propriétés royales a été distribuée aux paysans, et en 1998, d'après la Land Act, le gouvernement de Museveni a créé des mécanismes pour légaliser les réclamations de propriété des « squatters ». La Land Act, malgré le fait que jusqu'ici elle n'a pas eu de vrais effets, a été féroce combattue par l'élite royale Baganda mais aussi par les autres royaumes, et a de ce fait tendu les relations entre les royaumes et le gouvernement central. Le gouvernement résiste à la demande "federo" sur base du raisonnement selon lequel les différentes régions de l'Ouganda ne doivent pas jouir de différents niveaux d'autonomie pour ne pas compromettre l'unité du pays. Il s'oppose à la tentative d'enlever aux paysans leurs droits de propriété. Derrière cette discussion, on perçoit des conflits économiques. Le fait de reprendre les titres de propriété pourrait aussi signifier pour les royaumes la reprise des droits sur les ressources naturelles, bien que ceci ne soit pas pourtant une demande explicite. Ainsi un royaume fortifié de Toro pourrait considérer qu'il est propriétaire des revenus de pétrole des concessions de la Semliki, ou bien demander des concessions dans d'autres domaines. De tels conflits autour des ressources sont fréquents dans d'autres pays producteurs de pétrole tels que le Nigéria. Ils compliqueraient énormément la mise en valeur du pétrole ougandais. Actuellement Toro est trop faible politiquement pour poursuivre de telles réclamations, mais il n'y a pas de garantie que ceci sera toujours le cas, à moins que cela soit de la routine de mettre à l'écart indéfiniment les personnalités qui ne mâchent pas les mots, tels que l'ancien Premier Ministre John Katuramu.

Ainsi il ressort clairement que toute transformation de l'Ouganda en une économie de pétrole entraînerait des tensions dans la vie politique ougandaise. Les failles concernées existent déjà, mais elles deviendraient plus profondes, et le gouvernement semble déjà hésiter à affronter les questions fondamentales ; il hésiterait davantage dans une situation de plus grands conflits politiques et d' enjeux économiques beaucoup plus grands.

3. LE PETROLE A L'EST DU CONGO

3.1. L'ACCORD ENTRE HERITAGE OIL ET KABILA

Les activités de Heritage Oil ne se limitent pas à l' Ouganda. En effet, il se peut que les intérêts de la société soient plus vastes au-delà de la frontière à l'est de la RDC. Le 10 juin 2002, Heritage Oil a annoncé qu'il avait convenu avec le

gouvernement de la RDC, d'élaborer un protocole d'accord – exclusivement pour Heritage pendant quelques mois – pour le développement de la production potentielle du pétrole sur une superficie d'approximativement 7,7 millions d'acres (3.6 millions d'hectares ou 30000 kilomètres carrés). La société annonça : « Heritage a cartographié la région, et son premier puits sera foré sur ce territoire vers la fin de l'été. »

Selon le quotidien de Kinshasa, **La Référence Plus**, du 26 juin 2002, un accord a été signé le 2 juin par le Vice-Président de Heritage, Bryan Smith, et le Ministre congolais des Terres et Mines, Simon Tuma-Waku Bawangamio. L'accord prévoyait

- i) la visite des officiels congolais à des sites d'exploitation de Heritage Oil ;
- ii) un accord pour des recherches techniques futures ;
- iii) la préparation d'un accord pour le partage de la production ;
- iv) la finalisation de l'accord proprement dit.

L'accord donne l'exclusivité de l'exploration à Heritage Oil pendant 60 jours – une durée qui actuellement est prolongée *de facto* indéfiniment.

L'accord est politiquement délicat, car le gouvernement de Kinshasa ne contrôle pas la région en question. C'est le territoire des rebelles, divisé entre plusieurs groupes, et la partie de la concession la plus économiquement intéressante a été la scène des pires combats de la guerre au Congo : une partie de l'Ituri et la partie nord du Nord Kivu. Au début des négociations entre le gouvernement de Kinshasa et Heritage Oil, la région était sous le contrôle de deux mouvements rebelles congolais soutenus par l'Ouganda : le MLC (Mouvement de Libération du Congo) de Jean Pierre Bemba, basé à Gbadolite à la frontière de la République Centrafricaine, et le RCD-Kis/ML (Rassemblement Congolais pour la Démocratie – Kisangani / Mouvement de Libération) de Mbusa Nyamwisi, basé à Beni dans le secteur nord de la province du Nord Kivu, à l'intérieur de la concession pétrolière. Les deux dirigeants ont été contactés par Heritage Oil et ont donné leur accord par écrit, nous l'a dit Bryan Westood, ce que Mbusa Nyamwisi nous a confirmé. Tous les deux mouvements ont des troupes ougandaises basées à des endroits stratégiques dans leur territoire.

Depuis lors, les deux mouvements ont perdu le contrôle sur quelques parties les plus intéressantes de la concession – ce n'est guère une coïncidence. Les nouveaux maîtres de l'Ituri jusqu'en mars 2003 étaient les guerriers Hema du mouvement rebelle UPC (Union des Patriotes Congolais), qui s'est allié au plus grand mouvement rebelle congolais, le RCD pro-rwandais (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) basé à Goma, l'ennemi juré de l'Ouganda, de Kinshasa et du RCD-ML. Comme nous l'a déclaré le Ministre des Affaires Étrangères de l'UPC, Jean-Baptiste Dhetchuvi: « En Ituri, nous sommes engloutis par une guerre de pétrole. Si vous comparez la carte des gisements pétroliers de la région du Lac Albert à celle des massacres il y a vraiment une ressemblance étrange. »

3.2 LE CONFLIT EN ITURI: DE LA GUERRE LOCALE A UN COMBAT POUR LE LEADERSHIP NATIONAL

Les Hema et les Lendu

L'Ituri est une zone de guerre depuis 1999. Depuis longtemps, les groupes ethniques des Hema et des Lendu s'opposent dans cette région de 3,5 millions d'habitants, sur fond de conflits des terres et de pouvoir politique. Les deux tribus ont créé des mutualités ethniques pendant les années 90, posant du coup les fondements du conflit armé.

L'Ouganda a envoyé son armée en Ituri en novembre 1998 pour soutenir les rebelles congolais du RCD. Selon un rapport de ASADHO, le conflit proprement dit a commencé en avril 1999 quand le propriétaire foncier Hema, Singa Kodjo, soutenu par les forces ougandaises, a expulsé les squatters Lendu de sa propriété proche de Kpandroma. Le 19 juin 1999, les troupes ougandaises arrêtent les participants Lendu à une rencontre de conciliation à Kpandroma. Un débordement de meurtres s'ensuivit, faisant 200 morts en deux jours, principalement des Hema. Le 22 juin, Adèle Lotsove, politicienne Hema, est proclamée Gouverneur de la Province de l'Ituri récemment créée d'après une Ordonnance signée par le commandant UPDF James Kazini. La guerre totale s'ensuivit contre la milice Lendu. En octobre, une mission de l'ONU a compté 5.000 à 7.000 morts et plus de 100.000 de personnes déplacées. Adèle Lotsove est remplacée au Gouvernorat par l'Ouganda en décembre 1999. Le nombre de victimes indique une longue planification antérieure et tous les partis ont désigné des forces extérieures qui manipulent leurs ennemis respectifs. Le côté Hema accuse les groupes Lendu de s'allier au gouvernement de Kinshasa – soit Mobutu, soit Kabila. Le côté Lendu accuse les dirigeants Hema de cultiver des liens intimes avec l'Ouganda et plus récemment avec le Rwanda. Dans son rapport du 2 février 2001, Charles Petrie de l'UN OCHA note: "Le conflit de juin 1999 a été déclenché par plusieurs individus impitoyables, qui ont profité d'une absence d'autorité locale pour imposer leurs propres desseins. Un petit nombre d'individus sans scrupules de la communauté Hema a tenté de soudoyer des autorités locales pour modifier en leur faveur les certificats d'enregistrement de propriété des terres; les nouveaux certificats d'enregistrement ont été alors utilisés pour expulser les habitants. En l'absence d'une autorité locale forte, l'incident s'est rapidement transformé en une confrontation entre le deux communautés." Il continue: "On dit qu'un bon nombre de dirigeants Hema ont acquis de grands domaines au cours des mois du conflit. Une résolution de ce conflit signifierait la restitution de ces terres à leurs propriétaires légitimes. De même, les individus d'extraction Lendu ont pu acquérir le contrôle d'un nombre significatif de concessions minières d'or dans la région de Kilomoto. Leur capacité d'exploiter ces concessions serait limitée par le rétablissement d'une autorité administrative."

La direction politique a été plus faible en Ituri qu'ailleurs à l'est de la RDC, ce qui permet aux chefs militaires d'opérer en toute impunité. Ainsi, la région a tendance à devenir un refuge pour les perdants de la scène politique congolaise. Quand l'Ouganda et le Rwanda se sont querellés le 19 mai 1999, fractionnant le mouvement rebelle congolais RCD en deux factions, une plus grande à Goma et une plus petite à Kisangani, l'Ituri est resté dans la partie du territoire du groupe de Kisangani, soutenu par l'Ouganda. La guerre entre l'Ouganda et le Rwanda pour le contrôle de Kisangani en mai 2000 s'est soldée par la prise de Kisangani par le Rwanda et la fuite du RCD Kis à Bunia, capitale de l'Ituri. Il y est arrivé déchiré par les disputes pour le leadership entre Ernest Wamba dia Wamba et Mbusa Nyamwisi ; ce qui a coïncidé avec une nouvelle flambée de violences en Ituri. Le 3 novembre 2002, Wamba et son allié Hema John Tibasima, ancien directeur des Mines d'Or de Kilomoto à l'ère de Mobutu, sont éjectés par Nyamwisi. On dit que Tibasima s'est allié au commandant ougandais Kazini et à Roger Lumbala, dirigeant d'un autre groupe rebelle, le RCD N (RCD National) pour des affaires commerciales autour des mines d'or. Wamba, même écarté, refuse de bouger et fait appel à l'aide de Kabila. Une lutte féroce s'en est suivie. L'Ouganda a essayé d'arranger le problème en réunifiant les diverses factions dans un seul "Front pour la Libération du Congo" (FLC) sous l'égide du plus grand mouvement rebelle pro-ougandais, le MLC (Mouvement du Congo de de Libération) de Jean Pierre Bemba, basé dans la ville congolaise septentrionale de Gbadolite. Le FLC a vu le jour formellement le 16 janvier 2001, mais cet événement a été éclipsé par le meurtre du président de la RDC, Laurent Kabila, à Kinshasa le même jour. Wamba, se croyant toujours soutenu par Kinshasa, rejeta le FLC, et les milices Lendu qui l'appuyaient attaquent Bunia le 19 janvier 2001, déclenchant ainsi une autre effusion de sang.

Le 7 février le président Bemba entre à Bunia et organise une conférence de paix, qui aboutit à un accord de paix le 17 février, dont l'impact en dehors de Bunia n'a pas été significatif, selon une mission de l'ONU. Cependant, la situation semblait s'apaiser au cours des mois suivants. Le meurtre de six agents expatriés du CICR près de Fataki le 26 avril 2001 fait remonter de nouveau les tensions, et entraîne la suspension de la plupart du travail humanitaire dans la région. Au cours d'une visite dans la région en septembre 2001, ce chercheur a noté la confusion générale quant à la vraie autorité dans la région. Le RCD-ML commençait à s'éloigner du FLC-MLC, et son dirigeant Mbusa Nyamwisi avait installé sa propre administration à Beni, dans le pays d'origine de sa propre tribu Nande au nord du Nord Kivu. Le 21 novembre 2001, Bemba, le dirigeant du MLC annonçait que ses forces quitteraient l'Ituri, pour laisser la région au RCD-ML. Même si le RCD ML était en train de négocier à l'époque un autre accord de paix pour l'Ituri, ceci constituait l'étincelle susceptible de rallumer le conflit Hema-Lendu, où les forces Nande de RCD-ML se rangeraient aux côtés de la milice Lendu. A partir d'avril 2002, les politiciens Hema dénonçaient leur harcèlement accru de la part du RCD-ML. Le 5 juin 2002, Jean-Baptiste Dhetchuvi, porte-

parole des Hema donne le bilan de plus de 5.000 morts depuis novembre 2001; le 10 juin, il fait état de 1.468 morts depuis avril.

Sun City et la guerre de Kabila pour l'Est

Sun City constitue un moment important dans le processus politique régional et il a transformé fondamentalement la dynamique du conflit de l'Ituri, faisant de la région le principal champ de bataille à l'intérieur de la guerre congolaise. En effet, le 19 avril 2002, le MLC, le RCD-ML et quelques-uns des autres groupes signent un accord de paix avec le gouvernement de Kinshasa au cours du dialogue inter-congolais à Sun City (Afrique du sud). L'accord prévoit le partage du pouvoir entre les signataires, à l'exclusion du RCD pro-rwandais et de plusieurs partis politiques importants. La conséquence en fut l'échec des négociations de Sun City .

Selon les délégués à ces assises, l'accord a été facilité par l'Ouganda, dont les diplomates et les dirigeants militaires assistaient aux négociations. Un délégué a dit à ce chercheur que l'accord a été rédigé dans la chambre d'hôtel du Ministre ougandais de la Défense Nationale, le Colonel Otafiire, et que les délégations de quelques signataires tels que "la Société Civile" ont été soudoyées pour l'accepter. Après l'effondrement des négociations de Sun City, les signataires se sont surnommés "le Camp de la Patrie" et les éléments les plus radicaux du gouvernement parlent désormais de faire la guerre aux non-signataires.

L'effet en Ituri est immédiat. Le RCD ML lui-même se considère désormais comme un allié de Kinshasa et le RCD à Goma commence à prendre parti pour les Hema de l'Ituri. Les dirigeants Hema au sein du RCD-ML – notamment le vice-président John Tibasima et le Ministre de la Défense Nationale Thomas Lubanga – commencèrent à penser à une sécession de l'Ituri en détachant cette région des autres territoires sous administration RCD-ML (**Le Soir**, le 16 mai 2002).

C'est dans ce contexte que le gouvernement de Kinshasa a accordé les régions frontalières de l'Ituri et du Nord Kivu à Heritage Oil. Étant donné la situation volatile sur terrain et la réputation de Heritage Oil, ceci équivalait à une déclaration de guerre. On pourrait même l'interpréter comme la pose des fondations pour la conquête de régions récalcitrantes de la RDC orientale par le gouvernement de Kinshasa, particulièrement à cause de l'extension profonde de la concession dans le territoire sous administration du RCD Goma, dans une partie du Nord Kivu qui n'est généralement pas considérée comme prometteuse pour l'exploration du pétrole.

Les développements successifs semblent confirmer la thèse d'une "guerre du pétrole" à l'est du Congo. En juillet 2002, un groupe des cadres du RCD sous la houlette de Tryphon Mulumba Kin-Kiey et Jean Bosco Barihima, respectivement porte-parole et ancien trésorier du mouvement rebelle, fait défection et de leur exil en Ouganda et en Belgique, ils annoncent la formation d'un RCD-C (Le RCD Congo) dont le but est de renverser la direction du RCD et d'obliger le mouvement à s'inscrire dans la logique des accords de Sun City. Barihima – qui

depuis ce temps a réintégré le RCD - a dit à ce chercheur à Goma que cette initiative leur avait été inspirée par le gouvernement de Kinshasa lors des négociations de Sun City et avait le soutien de l'Ouganda. "L'Ouganda avait beaucoup encouragé l'accord de Sun City et voulait nous soutenir. Mais en fait c'était Kinshasa. Mbemba (Directeur du cabinet de Kabila, et actuellement Ministre de l'Intérieur) et Mashako (Ministre de la Santé mais aussi Hutu de Rutshuru) m'ont dit à Sun City que je devrais être à la tête du groupe de Goma au service de la réunification". Mbabazi et Otafiire en Ouganda "ont présenté le dossier à leur gouvernement, et leur gouvernement était d'accord."

Barihima quitte donc Goma pour l'Ouganda le 19 mai. Kinshasa et Kampala organisent alors une force guerrière qu'ils massent à Beni, la capitale du RCD-ML. Barihima décrit le scénario de guerre comme suit: "Le matériel de guerre et les troupes sont envoyés à Beni. Aussitôt que le matériel se trouve sur place, je viens à Beni et nous commençons la lutte avec le but de prendre la ville de Goma. Nous allons tout faire pour prendre toutes les grandes villes du Kivu, à commencer dans le territoire de Mbusa ... Les hommes sont toujours là-bas, tout le monde le sait." Il y avait, ajoute-t-il, huit brigades, comprenant des combattants Hutu congolais, des dissidents du RCD et des unités *interahamwe*.

Cette guerre n'a jamais eu lieu, et Barihima est retourné à Goma où il cherche à réintégrer le RCD. Barihima lui-même souligne, que le retrait du Rwanda de l'est du Congo en octobre lui a enlevé l'une des principales raisons pour une lutte armée. En plus il avait le sentiment qu'il était utilisé par les intérêts commerciaux, notamment ceux liés au trafic du diamant et du bois auquel se livraient des généraux ougandais, la société autrichienne Krall Metallgesellschaft -cette dernière voulait récupérer les concessions minières de l'homme d'affaires allemand Karl Heinz Albers, accordées à l'époque à Somikivu (Société Minière du Kivu) par Kabila et qu'exploite actuellement le même Karl Heinz Albers en accord avec le RCD – mais aussi ceux de Heritage Oil. "J'étais supposé protéger leur capital", dit Barihima concernant les intérêts de Héritage Oil dans sa guerre.

Les nouvelles batailles pour le contrôle régional

Le RCD-C s'est effondré, mais l'infrastructure militaire est restée à sa place, avec les éléments de l'armée de Kinshasa toujours stationnés à Beni, la capitale du RCD-ML. Et en Ituri, c'est la logique de guerre qui a prévalu. Après le retour à Beni le 2 août 2002 (pour la première fois depuis l'accord de Sun City) du dirigeant du RCD-ML Mbusa Nyamwisi – "pour coordonner les massacres dans l'Ituri", selon Dhetchuvi, porte-parole des Hema – les conflits éclatent de nouveau à Bunia, et le 9 août, les Hema de Bunia proclament leur sécession du RCD-ML en créant l'UPC (Union des Patriotes Congolais) dirigé par Thomas Lubanga. Ailleurs en Ituri, le RCD-N de Roger Lumbala, soutenu par les rebelles soudanais

du SPLA et par l'armée ougandaise, se prépare à s'emparer de la ville d'Isiro, après avoir conquis d'autres secteurs du territoire du RCD-ML depuis mars (*Le Potentiel*, le 9 août 2002).

Ces actions ont anticipé le coup redouté de Kinshasa et de ses alliés soutenus par l'Ouganda contre les alliés du Rwanda à l'est de la RDC, et vraisemblablement ont sonné le glas de la guerre de Barihima. Le 11 août, l'Ouganda annonce son retrait du Congo, et le 6 septembre il signe un accord à ce sujet avec le gouvernement de Kinshasa à Luanda, la capitale de l'Angola – en écho à l'accord antérieur signé à Pretoria le 30 juillet entre la RDC et le Rwanda pour le retrait des Rwandais du Congo.

Les combats dans Bunia ont déplacé 10.000 familles, selon l'ONU (Communiqué OCHA, 13 août). Au cours des semaines suivantes, la plupart de membres de la communauté Nande qui habitaient la ville de Bunia partent vers Beni. L'UPC étend son contrôle dans toutes les directions, s'emparant de la région de Mahagi-Aru au nord de Bunia au début du mois de septembre tout en s'étendant vers Nyankunde et au-delà.

Le 5 septembre 2002, Nyankunde est de nouveau totalement pillé par les forces du RCD-ML qui battent en retraite, et beaucoup de malades sont assassinés dans leur lit. Selon un rapport de l'administration de l'hôpital daté du 2 octobre, 1.000 personnes ont été massacrées en 30 minutes. Ceci s'est révélé un tournant dans la guerre : l'avancée de l'UPC s'est transformée en déroute et près de 100.000 civils dont des malades et le personnel de l'hôpital de Nyankunde ont pris le chemin à pied vers Oicha, en territoire du RCD-ML. Alors que les premiers rapports indépendants en provenance de Nyankunde avaient précisé que c'est le RCD-ML qui avait détruit l'hôpital, ce crime et tous les autres commis dans la région furent par la suite imputés aux forces de l'UPC et plus tard à celles de leurs alliés du MLC et du RCD-N.

Pendant tout ce temps, l'Ouganda tente de maintenir son influence dans la région par l'accueil d'un Comité de Pacification de l'Ituri, selon les prévisions de l'accord de Luanda. Le 17 novembre 2002, ce Comité produit un accord, selon lequel le RCD-ML s'engage à se retirer de l'Ituri et de se positionner au-delà de Komanda, une ville stratégique à la bifurcation de la route de Bunia vers Beni au sud et vers Kisangani à l'ouest. Mais les combats éclatent de nouveau après que le RCD-ML s'est plaint d'être attaqué par le RCD Goma (se déplaçant vers l'est à partir de Kisangani), par le MLC et le RCD N (se déplaçant vers le sud à partir de Bafwasende) et l'UPC (se déplaçant vers le sud à partir de Bunia).

L'offensive conjointe provoque un nombre toujours croissant des déplacés, et sème la panique, surtout après l'accord de paix de Pretoria signé le 16 décembre entre tous les belligérants Congolais, qui était officiellement censé mettre un terme la guerre congolaise, et dont toutes les armées susmentionnées sont signataires, à l'exception de l'UPC. Le 23 décembre, l'archevêque de Butembo, Mgr Melchisedek Paluku Sikuli allègue que les forces du MLC commettaient des actes de cannibalisme ; à l'agence de presse catholique Misna, il déclare que les

réfugiés lui avaient parlé des prisonniers qui étaient “obligés de manger des parties de leurs corps (les oreilles, les yeux, la langue) avant d’être sauvagement tués” ; et à l’AFP il dit que les combattants de Bemba “forcent leurs prisonniers à manger les organes des personnes tuées, surtout ceux des pygmées”. Ces accusations, largement diffusées par Kinshasa au cours des semaines suivantes, sont confirmées par les enquêtes de l’ONU en janvier 2003. Le MLC est alors obligé d’arrêter plusieurs de ses propres officiers et d’ouvrir des procès contre eux : le 25 février un bon nombre de peines de prison sont prononcées. L’avancée militaire des ennemis du RCD-ML est stoppée le 31 décembre 2002, lorsque la Monuc négocie un accord de cessez-le-feu à Gbadolite, capitale du MLC. L’accord prévoit le retrait des forces du RCD-N et du MLC de Mambasa et de Komanda.

L’offensive contre le RCD-ML signifiait que l’Ouganda et le gouvernement de Kinshasa perdaient l’initiative dans l’est et surtout perdaient le contrôle des régions pétrolières. La désertion en novembre 2002 du Ministre UPC de la Défense Nationale, le Chef Kawa, un chef traditionnel Hema et son transfert en Ouganda viennent à la rescousse des ambitions ougandaises. Par la suite son frère Patrick Kabarole franchira la rivière Semliki vers le district ougandais de Bundibugyo avec 88 disciples armés au début du mois de décembre (*New Vision*, le 9 décembre 2002). L’Ouganda a été apparemment dérangée par les liens entre Lubanga, le dirigeant de l’UPC, le RCD-Goma et le Rwanda. “Museveni a très mal supporté les insultes de Thomas Lubanga. A la réunion récente à Kampala sur la pacification de l’Ituri, il s’est présenté en uniforme de l’armée rwandaise.” (*Le Potentiel*, le 14 décembre 2002).

Au début de 2003 la rupture entre l’Ouganda et l’UPC est complète. En effet, le 6 janvier 2003, l’UPC signe une alliance militaire formelle avec le RCD. Au cours des semaines suivantes, le RCD commence à envoyer ses troupes par pont aérien vers le territoire de l’UPC, tandis que le 23 janvier, l’UPC exige formellement que l’Ouganda se retire de son territoire, y compris de l’aéroport de Bunia.

Depuis lors, l’Ouganda et l’UPC sont au bord de la confrontation militaire et on rapporte régulièrement des affrontements mineurs, pendant que le Chef Kawa dirige maintenant un “Front pour l’Intégration et la Paix en Ituri” (FIPI) à partir de Kampala. Kawa a exprimé le désir que les forces ougandaises restent dans l’Ituri et a accusé l’UPC d’abriter les rebelles ougandais dans le Parc National de Garamba (*New Vision*, le 13 février 2003). Les forces de l’UPC ont traversé la frontière à maintes reprises pour entrer dans l’Ouganda, pour attaquer Rwebisengo et d’autres régions (*New Vision*, le 13 février 2003).

Ainsi au nord-est du Congo, il y a maintenant une guerre latente entre le RCD et l’UPC d’un côté, passivement soutenus par le MLC et le RCD-N, et les gouvernements de l’Ouganda et de Kinshasa avec leur allié le RCD-ML de l’autre. Selon la Mission de l’ONU au Congo (MONUC), quatre bataillons du

gouvernement congolais - probablement des restes de la force de Barihima - sont stationnés à Beni, la capitale du RCD ML. A Beni, personne ne le nie directement, bien qu'officiellement les forces du gouvernement ne soient que "les instructeurs". Apparemment, ils entraînent non seulement le RCD-ML mais aussi les forces Mayi-Mayi qui se battent généralement contre le RCD à l'est du Congo et se sont alliés avec le RCD-ML, ayant constitué une "Alliance des Patriotes Mayi-Mayi du Nord Kivu" (APMMNK) comme une organisation de couverture. Selon Onésime Matus, « chargé d'opérations » à l'APMMNK, les relations avec Kinshasa sont bonnes: "Les relations sont bonnes, même du point de vue militaire." Le Secrétaire Général de l'APMMNK, Guillaume Joel Bwira, a dit à ce chercheur que l'APMMNK coordonne les activités des Mayi Mayi dans l'ensemble du Nord Kivu, y compris le Masisi et Walikale, dans le territoire du RCD, et qu'elle travaille avec la milice Lendu en Ituri: "25 officiers et politiciens se trouvent à Beni pour coordonner les actions en Ituri. Ils sont sous l'autorité de l'Alliance."

3.3 LE PETROLE ET L'AVENIR POLITIQUE DU CONGO DE L'EST

Sécuriser l'Ituri pour Heritage Oil ?

Ces développements arrivent à un moment crucial pour l'exploration du pétrole dans la région. Après la suspension du forage du pétrole en Ouganda, Heritage Oil a l'intention d'étendre ses activités au Congo. Bryan Westwood, le directeur de la société en Ouganda, a dit à l'Institut Pole: "Nous espérons commencer les explorations sismiques du côté congolais du Lac Albert en février ou mars (2003). Nous voulons seulement faire quelques essais..." D'autres activités ultérieures ont été planifiées, comme une extension de l'actuel forage ougandais, dit-il: "Ce sera du côté opposé de la Semliki. Notre objectif sera de construire un pont sur le fleuve, sous le contrôle des officiers des deux côtés. Ce sera impossible de poursuivre ce projet à partir d'une base ailleurs qu'en Ouganda." Il a dit que les travaux au Congo devront durer cinq ans et qu'il faudra l'investissement de \$ 15 à 20 millions, du même ordre que les sommes déjà investies en Ouganda.

Les négociations parallèles, cependant, entre Heritage Oil et le gouvernement de Kinshasa autour d'un accord final sur le partage de la production semblent aboutir à l'impasse. Le 16 juillet 2002, Bryan Westwood avait dit au quotidien ougandais **The Monitor** qu'un permis de Prospection Exclusive serait signé dans six mois. Le 29 janvier 2003, il a dit à l'Institut Pole que l'accord de partage de la production qui s'appliquerait à la concession entière serait signé à Kinshasa le 15 février. Le 23 février, le PDG de Heritage Michael Wood a confirmé à ce chercheur que cette date limite est passée sans la rencontre espérée. "Il y a toujours un dialogue intermittent," a-t-il noté. "Nous attendons la clarification

quant aux intentions du gouvernement et si oui, comment souhaitent-ils procéder. La balle est dans leur camp.”

Ce qui bloque les négociations n'est pas clair. Mbusa Nyamwisi, dirigeant du RCD-ML a dit à ce chercheur à Beni qu'il y avait apparemment “la méfiance réciproque” entre les deux partis. Cependant, il semble attribuer la faute principalement sur Kinshasa, qui n'était pas prêt à accepter les conditions exigées par Heritage Oil: “A leur place, j'aurais accepté”. Dans le gouvernement de Kinshasa “quelques-uns veulent consommer avant de produire”.

Apollinaire Malu- Malu, recteur de l'Université de Butembo, qui est un délégué de la Société Civile au dialogue inter-congolais et qui a suivi les pourparlers à Kinshasa, est plus précis : “ Certaines gens émettent des réserves au sujet de la société. Certains politiciens disent qu'elle a déjà été impliquée dans des guerres dans plusieurs pays.” Les considérations géopolitiques sont aussi un facteur, ajoute-t-il. Et il explicite les réserves émises par les sceptiques de Kinshasa comme suit: “La RDC est principalement soutenue par la France, est-il donc sage de donner le pétrole aux Britanniques qui n'ont jamais aidé le Congo? Voilà le genre de commentaire qu'on fait. »

Il est peu probable que de tels problèmes affectent les activités sur le terrain, où le gouvernement de Kinshasa n'a pas jusqu'ici de droits. Westwood précise: “La concession est à nous”. L'accord de juin 2002 garantissait qu'aucune autre société ne pourrait s'impliquer dans la région. Et il avertit: « Si d'ici deux années, le gouvernement de Kinshasa n'a pas encore ressaisi le contrôle, nous nous en irons. » Michael Wood est du même avis: “Si il y a un bénéfice économique finalement, ce sera pour les générations futures (ce ne sera certainement pas pour les protagonistes actuels de l'un ou de l'autre côté).”

Ces incertitudes garantissent que l'Ouganda restera le principal acteur sur le terrain. Il paraît évident que le projet d'extension du forage du pétrole de l'Ouganda à travers la rivière Semliki au Congo signifie que l'Ouganda a un intérêt durable et même l'impératif de maintenir une présence militaire en Ituri. Car, comme les événements de dernières années le montrent , l'Ouganda n'a pas soutenu l'émergence d'une seule autorité stable dans la région. Il a soutenu à tour de rôle le RCD-ML, le MLC, le RCD-N et l'UPC, et aujourd'hui, avec le déplacement imminent de Heritage Oil de l'autre côté de la frontière, il prétend que la présence militaire d'environ 2000 hommes à l'aéroport de Bunia et dans les régions frontalières du Rwenzori n'est pas pour soutenir une faction quelconque, mais uniquement pour le maintien de la paix à la demande de l'ONU.

Le changement constant d'alliances locales de l'Ouganda – tout à fait différent de la politique rwandaise à l'est du Congo – reflète-t-il les priorités du Président Museveni? Est-ce une conjonction de hasards, résultat des luttes entre les généraux ougandais ? On ne peut que faire des conjectures. D'un point de vue militaire, l'affaiblissement intentionnel des mouvements congolais successifs dans la région est improductif, puisqu'il engendre l'instabilité. Néanmoins, du point de vue politique, cela pourrait servir les intérêts de l'Ouganda d'empêcher

l'apparition d'une voix congolaise forte capable de contrarier efficacement les visées ougandaises dans la région pétrolière.

Dans la situation actuelle de guerre, toute exploration de pétrole à travers la rivière de Semliki impliquerait l'annexion de fait du territoire nécessaire pour le forage par l'Ouganda. Le fait que le gouvernement de la RDC à Kinshasa soit le partenaire légal de Heritage Oil, loin de constituer un obstacle à cet état de fait, le légitime. L'Ouganda peut supposer sans risque qu'aucun gouvernement de Kinshasa n'exercera de contrôle efficace en Ituri dans un proche avenir et que Kinshasa sera ainsi obligé de souscrire aux projets sécuritaires ougandais pour cette région.

Pour faire un premier pas dans ce sens, le 10 février 2003 le gouvernement de Kinshasa et de l'Ouganda ont signé un nouvel accord à Dar es Salam, capitale de la Tanzanie, qui amendait l'accord de Luanda de septembre 2002 dont le calendrier était devenu désuet. Encore une fois le retrait ougandais est prévu et un processus de paix en Ituri piloté par un Comité de Pacification de l'Ituri, cette fois-ci basé à Luanda, la capitale de l'Angola. Le retrait ougandais devra s'achever avant le 20 mars, cédant la place à une autre force de maintien de la paix.

L'accord de Luanda de septembre 2002 proposait déjà l'idée des patrouilles frontalières mixtes ougando-congolaises dans le Rwenzori, et aujourd'hui des sources concordantes parlent de l'idée de mettre en place une force étrangère de maintien de la paix pour garder la frontière entre les deux pays en Ituri. On ne voit pas clairement à quoi cela servirait dans la crise en Ituri. Car, même si cette crise est exacerbée par l'ingérence étrangère, notamment de la part des éléments de l'armée ougandaise, elle n'est généralement pas considérée comme un conflit transfrontalier qui pourrait se résoudre par le contrôle de la frontière, mais comme un problème interne dont la solution se trouve dans l'établissement d'un gouvernement efficace dans la région pour contenir les activités des chefs militaires.

Une force de maintien de la paix à la frontière pourrait par contre servir à sécuriser la région pétrolière. Le choix de l'Angola comme l'hôte du Comité de Pacification de l'Ituri est significatif, étant donné le statut de la région considérée comme une zone d'exploration de pétrole, et la réputation de l'Angola en matière de protection des régions d'exploration de pétrole en temps de guerre, en collaboration avec Heritage Oil. Des sources en RDC ont dit à ce chercheur qu'en fait l'Angola est censé déployer son armée en Ituri, "en attendant la formation d'une armée nationale", comme le relève Appolinaire Malu Malu, recteur de Butembo.

L'engagement angolais en Ituri au profit de Heritage Oil semble logique et attrayant, étant donné l'histoire passée de Heritage Oil en Angola. Les liens entre la société et le gouvernement angolais sont vraisemblablement étroits. On

pourrait spéculer si l'Angola s'implique pour protéger les intérêts de ses amis de Héritage ou si Héritage a obtenu les concessions frontalières dans le but d'offrir à l'Angola un pied à terre dans la région. Même si les représentants de Heritage Oil se disent tout à fait disposés à vendre ses intérêts dans la région à l'avenir, il n'en demeure pas moins que tout système de sécurité militaire qu'il aura pu aider à monter resterait en place.

Beni-Butembo revendique sa part

Pourtant il y a aussi un conflit d'intérêts qui couve. Le partenaire principal de Kinshasa à l'est, le RCD-ML de Mbusa Nyamwisi basé à Beni, est fondamentalement une organisation des élites commerciales de la tribu Nande du Nord Kivu qui, pendant l'ère de Mobutu, ont accumulé des fortunes fabuleuses par le contrôle de la plupart des exportations de l'est du Congo – du café, de l'or, et tant d'autres produits. L'exploration du pétrole dans la vallée de la Semliki, que ce soit du côté ougandais ou dans l'avenir du côté congolais, concerne une région dominée par les Hema de part et d'autre de la frontière – ennemis de longue date des Nande. La guerre entre le RCD-ML et l'UPC est en grande partie l'expression d'une rivalité de longue date entre les entrepreneurs des deux groupes ethniques. Mais ceci ne signifie pas nécessairement que l'un ou l'autre parti croit automatiquement que ses intérêts sont sécurisés par Kinshasa.

Les hommes d'affaires Nande de Butembo, le centre commercial du territoire RCD-ML avec 520.000 habitants avec en plus des dizaines de milliers de déplacés, restent extrêmement riches et peuvent modifier tout équilibre des forces. Certains observateurs estiment que la richesse entassée par cette élite, qui, pendant l'ère de Mobutu, contrôlait une grande partie du commerce à l'est du Congo, a transformé Butembo en un centre commercial avec les connexions qui atteignent Dubai et même l'Extrême-Orient, avec des revenus estimés à \$ 100 millions américains. Le poste douanier de Kasindi à la frontière ougandaise, avec un revenu mensuel estimé à \$ 2 millions, est resté une des sources les plus lucratives des revenus dans l'ensemble de la RD Congo, seulement inférieur au port de Matadi sur l'Atlantique. Au cours de la guerre, les commerçants Nande se sont impliqués dans le commerce de l'or, du bois et du coltan et ont modelé le RCD-ML pour servir leurs propres intérêts dans le but de conserver leur autonomie vis-à-vis des autres groupes. Ils maintiennent Mbusa Nyamwisi au pouvoir et choisissent ses alliances politiques, puisqu'ils jouissent aussi de la loyauté des milices Mayi Mayi Nande, dont l'attitude envers l'administration de Beni est critique pour la stabilité de la région. Il faut se rappeler qu'au cours des années 90 Musingi, le frère aîné de Mbusa Nyamwisi, a été l'un des premiers politiciens du Kivu à jouer la carte ethnique et à mobiliser les Nande contre la communauté Banyarwanda, soit-disant privilégiée. Musingi Nyamwisi est mort, fusillé par un soldat de Mobutu, et reste un héros dans la région; un monument commémoratif splendide à sa mémoire orne l'entrée principale de la résidence de Mbusa Nyamwisi.

C'est la perception des commerçants Nande qu'une alliance avec Kinshasa favorise les affaires qui soutient le rapprochement récent entre Nyamwisi et Kabila. Une préoccupation majeure pour l'élite commerciale est de mettre fin à l'isolement de la région. Depuis la division du RCD en 1999, le Nord Kivu est pratiquement divisé et la région de Beni-Butembo est coupée de Goma, la capitale provinciale. Quand l'armée rwandaise a délogé l'Ouganda de Kisangani en 2000, le Nord Kivu est devenu enclavé. La réouverture des connexions terrestres vers Kisangani et depuis Kisangani par voie fluviale vers Kinshasa constitue le souhait récurrent des membres influents de la communauté Nande.

Le lien avec Kabila s'est concrétisé de plusieurs façons. Il y a les vols réguliers vers Kinshasa, et le réseau de téléphones mobiles de Beni est actuellement connecté sur les codes congolais ce qui fait que la communication avec Kinshasa est moins chère qu'avec Goma tout proche mais branché au réseau rwandais. Plus particulièrement, le gouvernement de Kinshasa a accordé aux hommes d'affaires Nande des licences d'exploitation avec lesquelles ils espèrent pouvoir opérer quand la paix sera rétablie. L'une de ces licences concerne la société d'électricité Senoki (Société d'Électrification du Nord Kivu) fondée en janvier 2002 par une trentaine d'hommes d'affaires de Butembo en vue de la construction d'un barrage hydroélectrique sur la rivière Ivugha à dix kilomètres de Butembo.

Au cours de 2002, le gouvernement de Kinshasa a accordé à Senoki une licence pour fournir l'électricité et l'eau à l'ensemble du Nord Kivu – en théorie y compris la portion méridionale de la province sous le contrôle du RCD à Goma. En foi de quoi Senoki a engagé la société d'ingénierie sud africaine Clacksons Power pour construire Ivugha, un investissement évalué à US \$ 8.3 millions, les lignes de distribution à Butembo y comprises. La construction de la centrale électrique, qui fournira 5 mégawatts, a commencé le 14 octobre 2002 et sera achevée en mars 2003. Les besoins énergétiques de Butembo sont estimés par la société à 15 mégawatts. Senoki doit encore de grandes sommes d'argent à Clacksons pour ce travail, ce qui signifie que la centrale électrique reste la propriété des Sud Africains jusqu'au remboursement de la dette. Malgré leur richesse, les actionnaires de Senoki semblent réticents à engager des fonds conséquents pour l'entreprise. Cependant, ils aspirent à construire un aéroport international de trois kilomètres de piste pour Butembo au prix de \$ 3.7 millions. Le site, à quelques kilomètres d'Ivugha, a déjà été défriché et attend le commencement des travaux de déblayage qui seront propulsés par la centrale électrique d'Ivugha. La mobilisation des fonds pour ce projet s'avère difficile. "Il y a beaucoup d'hommes d'affaires ici, même des commerçants", a dit Jeannot Angongolo, banquier et actionnaire de Senoki, à ce chercheur à Butembo. "Alors Senoki, ce n'est pas la ville entière mais seulement quelques individus avec des moyens limités. Aujourd'hui nous sommes bloqués parce que nous avons besoin de mobiliser des fonds pour l'aéroport" La réticence des commerçants riches pour investir dans de telles entreprises est évidente, vu la situation politique incertaine. "Notre inquiétude principale est la guerre", explique Eric Paluku, maire

de Butembo. “Depuis longtemps maintenant il n'y a pas eu d'exportation. Butembo a vécu des exportations du café. Mais avec la maladie des caféiers, la chute des prix et la fermeture des routes, la survie est devenue très difficile. Le café et le quinquina ont permis aux gens d'accumuler le capital. Maintenant ils essaient simplement de conserver ce qu'ils ont”.

Cependant, Senoki, les autorités catholiques de Butembo et le RCD-ML ont une vision claire en ce qui concerne la perspective du pétrole dans la région. Tous veulent que l'argent entre dans la région. Victor Malu Malu de l'Université de Graben a un avis clair à ce sujet: “Nous allons demander à la société de pétrole de réparer les routes vers Kasindi et vers Mahagi. L'Ituri et le Nord Kivu doivent profiter de l'exploitation. Pour le moment, les gens définissent les priorités du développement comme les routes, l'énergie et l'eau. S'il y a l'investissement dans ces trois secteurs, tout le monde peut en profiter à travers l'agriculture et l'élevage du bétail. Nous sommes en train de préparer ce dossier pour le soumettre quand le gouvernement aura fait le premier pas. Pour le moment nous ne devons pas déranger les négociations. Notre travail sera de bien préparer le dossier pour qu'aussitôt qu'il y a quelqu'un avec qui parler, nous puissions lui soumettre les préoccupations de la population.”

Le président de Senoki, Kambale Lirima, est du même avis. “Si vous voulez exploiter le pétrole ici, vous devez nous aider. Si quelqu'un exploite notre richesse, il doit donner quelque chose en retour à la région. Ceux-là qui disent qu'il y a de la richesse ici et qui la volent, ce sont eux qui nous amènent la guerre”. Le banquier Angongolo a mentionné en particulier l'amélioration des routes vers la frontière ougandaise, la création d'emplois et la redistribution des richesses comme étant les conditions pour accepter l'exploration du pétrole. Il a insinué qu'il y avait un conflit à ce sujet avec le gouvernement: “Les politiciens nous ont dit de ne pas poser de conditions. Mais quand même – un petit geste!”

Ainsi l'alliance avec Kinshasa trouve ses limites là où les intérêts locaux sont en conflit avec ceux du gouvernement central. Ceci se manifeste dans d'autres domaines encore, par exemple la réticence de permettre à Kinshasa de reprendre le poste frontalier de Kasindi et d'accéder de ce fait aux revenus douaniers. Malgré les appels de Kinshasa pour que la “réunification” se réalise, le RCD-ML a jusqu'ici résisté à la tentation de renoncer aux armes pour de bon, et de se transformer en parti politique régional sous l'égide de Kabila. Un congrès du parti RCD-ML, initialement planifié pour le 27 au 30 janvier 2003, a été reporté à maintes reprises et actuellement aucune date n'est prévue. Nyamwisi, le dirigeant du RCD-ML, fait comprendre au monde que son territoire « n'est pas encore le territoire du gouvernement”. Il explique: “Nous aimerions l'être, mais nous n'allons pas avancer trop vite, pour ne pas trop devancer les autres. Il y a des partisans de la ligne dure à Kinshasa qui veulent la guerre, et nous ne voulons pas donner aux extrémistes de Kigali un prétexte pour faire la guerre. ”

Ainsi le RCD-ML reste autonome avec ses propres forces armées et une entité politique séparée , à l'instar des autres territoires rebelles au Congo. Les avantages d'une telle situation sont clairs, que ce soit pour le RCD-ML, pour le RCD, pour l'UPC ou pour tout autre groupe, et ceci constitue probablement l'obstacle fondamental à la mise en pratique effective de l'accord de paix de Pretoria. Pour ce qui est de l'exploration du pétrole, elle offre d'une part la possibilité alléchante de l'émergence des centres de décision locaux qui seront assez robustes pour négocier directement avec les chercheurs de pétrole, au lieu d'être obligés d'accepter les conditions imposées par un gouvernement central. D'autre part, ceci ouvre toujours l'option de jouer un groupe contre l'autre, par exemple, si l'offre du RCD ML propose des conditions plus attrayantes pour Heritage Oil que l'offre de l'UPC et revendique ainsi ses droits de reprendre le contrôle de l'Ituri.

Les guerres du pétrole arrivent au Congo

Au moment où nous écrivions ce rapport, la région de pétrole de l'Ituri était la scène d'un conflit majeur, qui s'est terminé avec la prise de Bunia par l'armée ougandaise le 6 mars. Maintenant les craintes se font sentir que le conflit en Ituri pourrait s'étendre et faire dérailler non seulement le processus de paix du Congo mais aussi déclencher une autre guerre ougando-rwandaise. L'accord de Dar-es-Salam du 9 février était voué d'office à l'échec parce qu'il n'avait pas été accepté par l'UPC qui n'en était pas signataire. L'accord prévoit que la Commission de Pacification de l'Ituri sera composée de deux membres de la Monuc, deux membres de chacun des deux gouvernements, plus quatre représentants de l'Ituri. Les groupes locaux sont ainsi minoritaires et il n'est pas spécifié qui choisit les représentants de l'Ituri, ni selon quels critères. Lors d'une rencontre de suivi à Luanda, capitale de l'Angola, le 14 février, les gouvernements de la RDC et de l'Ouganda, avec la Monuc ont consenti en principe que la participation locale accrue de l'Ituri était essentielle pour le succès de n'importe quel processus de paix: "Pour assurer la représentation efficace de la base et des forces sociales - surtout les forces militaires, les dirigeants traditionnels, les chefs, la FEC et la société civile – la rencontre a accepté la possibilité d'augmenter le nombre de membres de la Commission de Pacification de l'Ituri, après leur identification par la Monuc et la consultation avec les signataires", ont-ils déclaré conjointement.

Cependant, la déclaration conjointe continue: "Les signataires de l'accord de Luanda ont réitéré leur engagement ferme de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le succès du travail de la Commission de Pacification de l'Ituri et pour enlever n'importe quel obstacle qui pourrait freiner son travail". Il est aussi décidé qu'une rencontre préparatoire de la Commission – vraisemblablement dans sa composition originale – aura lieu sous la protection de l'armée ougandaise à Bunia trois jours plus tard, le 17 février. Bunia étant de fait sous le contrôle de l'UPC et l'UPC ayant exigé formellement le retrait des ougandais de la ville, cette décision n'allait pas apaiser les tensions.

L'UPC réagit en accusant l'ONU de partialité et en accusant les gouvernements de Kampala et de Kinshasa de vouloir obtenir le contrôle des régions pétrolières par leur soutien au FIPI, le groupe dissident du Chef hema Kawa: "Le fait que le FIPI reçoit le soutien militaire et financier de Kinshasa démontre que le vrai objectif du gouvernement de Kinshasa n'est pas la Commission de Pacification de Ituri mais probablement le pétrole du lac, ce qui explique pourquoi divers fronts de guerre sont ouverts avec le RCD, le MLC, le RCD-N et l'UPC. Les troupes de Kinshasa ont commencé déjà leur infiltration dans l'Ituri parmi les combattants basés à Gety, Zumbe, Songolo, Kpandroma, etc. » (Déclaration du 17 février 2003).

La signature formelle d'un cessez-le-feu en Ituri à Bunia le 19 février sous l'égide de la Monuc est ainsi annulé et le calendrier de l'exécution du dernier accord "a été suspendu provisoirement" (Déclaration de la Monuc, le 18 février). En même temps, les journalistes font état d'une accumulation de troupes ougandaises dans la région, avec notamment des forces ougandaises dans les tranchées creusées vers l'aéroport de Bunia, et les renforts qui arrivaient du sud de Kasenyi vers Bunia – une région censée être ciblée pour l'exploration du pétrole.

Le 25 février, l'UPC allègue que les forces du gouvernement de Kinshasa soutenues par l'armée ougandaise avaient attaqué la région entre le Lac Albert et Bunia le jour précédent. "Il est clair que les quatre bataillons des FAC qui avaient disparu de Beni sont maintenant en Ituri pour rayer l'UPC de la carte du Congo à l'aide de l'armée ougandaise basée à Bunia", ajoute le communiqué. Le 28 février, l'UPC allègue que les soldats de FAC alliés au RCD-ML avaient massacré plus de 300 civils à Bogoro entre le Lac Albert et Bunia du 24 au 25 février et que les massacres continuaient dans la région. Il n'y a pas de confirmation indépendante de ceci puisque la mission de l'ONU a suspendu ses vols vers Bunia, après une attaque d'un missile sur un hélicoptère de la Monuc, attaque attribuée à l'UPC. Le 2 mars, l'Ouganda convient avec l'UPC de retirer ses troupes à Bunia vers l'aéroport.

Cependant, le 6 mars les forces ougandaises prennent le contrôle de Bunia après une offensive brève mais lourde, chassant l'UPC de la ville vers les mines d'or de Mongwalu. "Nous avons chassé l'UPC, nous n'avions pas de choix", nous a dit le Général Ougandais Kayihura Kale. Le Ministre de la Défense Nationale ougandais, Amama Mbabazi, a annoncé au parlement le 11 mars que l'opération avait été entreprise en vue de contrecarrer un assaut prévu de "plus de 1.600" rebelles ougandais sur l'Ouganda à partir du territoire de l'UPC. Les dirigeants de l'UPC, depuis ses nouvelles bases, ont dit que derrière les lignes des Ougandais qui avançaient il y avait la milice Lendu, des unités du RCD-ML et des membres de l'armée du gouvernement de Kinshasa. Ceux-ci "ont continué à massacrer la population et à piller la ville au vu et au su des équipages des tanks ougandais", a dit Lubanga, le dirigeant de l'UPC, le 7 mars. D'ailleurs, la force ougandaise, allègue-t-il encore, "a ensuite forcé la population à rassembler

tous les cadavres et à les charger sur les camions qui les ont transportés à l'aéroport". En même temps, les portes-parole des Hema à Kinshasa ont dit que jusqu'à 1.000 personnes avaient été tuées. Les forces ougandaises ont nié les massacres et ont parlé de 28 morts. Les sources de l'ONU ont confirmé que des pillages avaient eu lieu à Bunia.

La présentation ougandaise de l'opération lui donne l'air d'un nettoyage du terrain, qui débarrasse l'Ituri des troubles-fête avant la retraite de la région, selon les conventions de Dar es Salam. Il n'est pas conçu pour le nettoyage des Hema de l'Ituri, comme le dit l'UPC, mais pour l'installation des dirigeants Hema pro-ougandais. Le dirigeant de FIPI, le Chef Kawa, a été formellement installé à Bunia après l'avancée ougandaise dans la ville, et les autres dirigeants Hema dissidents de l'UPC ont apparemment saisi le contrôle du nord-est de l'Ituri du côté de Aru, selon les rapports ougandais. Le 5 mars, le journal ougandais **New Vision** a parlé de l'insécurité généralisée le long de la rivière Semliki, causée entre autres par la milice Lendu contre laquelle l'Ouganda devrait agir. Ainsi l'Ouganda n'agit pas ouvertement pour soutenir, par exemple, les intérêts du RCD-ML.

Cependant, le danger d'un conflit plus large a augmenté sans aucun doute. Les nouvelles à propos de ce qui est arrivé à Bunia le 6 mars ont poussé le RCD à sortir brièvement de la cérémonie de signature d'un autre accord qui avait lieu au même moment à Pretoria, la capitale sud africaine. Le RCD est revenu à la table de négociations, tout en demandant au Conseil de Sécurité de l'ONU de condamner l'action de l'Ouganda. Le 10 mars, les ambassadeurs des cinq pays membres permanents du Conseil de la Sécurité, les Etats-Unis, la Russie, la Grande Bretagne, la France et la Chine ont visité la RDC, accompagnés de leurs homologues de Belgique et d'Afrique du Sud. A l'unanimité, les diplomates ont sommé l'Ouganda de se retirer de Bunia et de l'Ituri. Mais l'Ouganda est réticent à le faire. Après sa prise de Bunia, il a accusé un pays étranger tiers qu'il refuse de nommer (que tous supposent être le Rwanda) de l'envoi d'aide militaire à l'UPC. En même temps, le Rwanda exprimait son inquiétude concernant les activités dans les camps des réfugiés rwandais en Ouganda, ce qui pousse certains à spéculer que le Rwanda planifierait un coup militaire contre l'Ouganda sur le territoire ougandais. Un tel développement, qui arrive au moment de l'incertitude politique en Ouganda et à une période pré-électorale au Rwanda, est susceptible d'attiser le feu du sentiment populiste anti-ougandais de certains dirigeants soucieux de renforcer leur crédit nationaliste, ce qui serait le pire des scénarios possibles pour l'avenir de la région des Grands Lacs.

4. CONCLUSION

Les perspectives du pétrole de la région des Grand Lacs semblent à la fois plus éloignées et plus dangereuses que les annonces initiales d'exploration du pétrole par Heritage Oil nous l'ont fait croire. Sans la découverte d'une seule goutte de pétrole, ni en Ouganda, ni au Congo, nous craignons quelques développements inquiétants. De nouveaux conflits majeurs ont éclaté dans la région congolaise concernée, mettant en danger tout le processus de paix en République Démocratique du Congo, et un nouveau conflit trans-frontalier entre l'Ouganda et le Rwanda est en définitive possible.

En même temps, il est évident que les problèmes liés à l'exploration de pétrole les plus généralement bien connus ailleurs en Afrique ne sont pas résolus et que l'on ne voit pas comment ils pourraient jamais être résolus. Le partage des coûts et des bénéfices de l'exploitation du pétrole est une question principale dans tout pays producteur de pétrole. Or en Ouganda et au Congo, la question n'a même pas été abordée. En Ouganda, à cause du débat en cours autour de l'avenir politique du pays, il est impossible de déterminer qui sera responsable à l'avenir des détails de ce dossier du pétrole, ni qui à long terme devra en bénéficier. En République Démocratique du Congo, la question du contrôle de la région concernée n'est même pas réglée, et même si elle l'était, l'identification des intérêts locaux et leur expression sous une quelconque forme de processus politique demeurerait des questions ouvertes.

De notre point de vue, la reconstruction économique dans la région des Grands Lacs peut avoir lieu d'une façon avantageuse si elle est pensée à la base, si elle repose sur les activités et les intérêts économiques locaux. Cela n'exclut pas l'exploitation des ressources naturelles de la région; cela signifie au contraire que la population locale devrait être capable de prendre des décisions concernant l'exploitation et devrait jouir de ses fruits. L'Institut Pole a abordé ces questions dans des études antérieures sur l'économie du coltan au Nord Kivu. L'exploitation du pétrole est un phénomène beaucoup plus grand et plus encombrant que celle du coltan, du diamant ou de l'or, actuellement exploités à l'est du Congo. Elle ne se prête même pas à l'activité artisanale; elle ne peut pas être commencée ou arrêtée sans une longue préparation; elle exige de grands investissements et des planifications à long terme, qui à leur tour exigent des conditions politiques stables. Elle ne serait pas possible en l'absence de telles conditions. Mais une chose est évidente : si l'exploration va de l'avant, il doit y avoir une autre méthode que le conflit armé pour inclure l'expression des intérêts locaux.